

Une toilette publique autonettoyante bientôt installée dans le centre-ville

Réclamée par de nombreux habitants, une première toilette publique va faire son apparition dans le centre de Soignies. La Ville vient d'obtenir son permis d'urbanisme et les travaux sont prévus dès la fin du mois d'août.



ILLUSTRATION

Les Soigniens de passage dans le centre-ville pourront bientôt se soulager sans devoir nécessairement pousser la porte d'un café : depuis quelques mois, la Ville a pour projet d'installer une toilette publique : elle a récemment obtenu le feu vert.

« C'était une demande importante de la part des citoyens »

bienvenue Winckel d'Sa. Un besoin pressant ne se connaît pas et découle parfois d'une condition médicale. Si l'ONU considère l'accès aux toilettes

la pratique, en Belgique et particulièrement dans les villes de plus petite taille et à la campagne, ce n'est pas toujours évident. L'environnement à un

La cabine prendra place sur la petite placette située entre le centre culturel Victor Jans et la rue des Orphelins, en plein cœur du centre-ville, tout en restant dans un espace relativement discret. Le permis d'urbanisme a été délivré le 16 juillet dernier.

DÉBUT OCTOBRE

Particularité : « Il s'agit d'une toilette autonettoyante », souligne la bourgmestre, avec un système qui fonctionnera après chaque utilisation. « On va passer aussi par une entreprise privée pour venir de temps en temps nettoyer ». La bour-

même au civisme : « Il compte vraiment sur le respect des gens pour permettre à ce qui est en fait un service de base de fonctionner dans de bonnes conditions. » Fin août ou début septembre les équipes communales parcourront le terrain avec la machine à laver la dalle en béton de l'évacuation. Les travaux à l'eau et à l'électricité suivront, avant l'installation de la toilette publique début octobre.

Le projet représente un investissement de 80.120 €. La Ville a obtenu en 2022 une subvention de 66.418,60 € de la Région wallonne.

Soignies internationale monument

par Thomas Catteau

Soignies



SOIGNIES

De gros changements dans les comités de Soignies Sports

L'organisation interne va profondément changer du côté de Soignies, et cela a déjà commencé depuis plusieurs semaines. Un nouveau modèle qui s'orchestre déjà avant la rentrée en Q3 FFA.

BELGIQUE
La Libre

DH
LES SPORTS+

LE SOIR

ACTV
ANTENNE CULTURELLE TOURNAI

Les Belges n'arrivent plus à payer leur précompte immobilier

TAXES

À Bruxelles, près d'un propriétaire sur cinq a demandé un plan de paiement l'an dernier. Depuis le début du mois de juillet 2026, le nombre de demandes a explosé de 36 %.

Les avertissements extraits de rôle pleuvent depuis le début d'un été caniculaire. Mais pour de nombreux propriétaires, c'est la douche

disse (+10,35 %). À Bruxelles, Saint-Josse-ten-Noode frappe le plus fort avec une hausse de plus de 20,42 %, devant Koekelberg (+25,88 %), Ganshoren (+19,75 %), Auderghem

ou un échelement pour payer leur précompte immobilier, contre environ 65.000 en 2024 et 58.000 en 2023. L'impact de l'augmentation des centimes additionnels au précompte immobilier dans plusieurs communes se fait déjà fortement ressentir au sein de l'administration fiscale. Entre le 1^{er} juillet de cette année - date des premiers envois

Ainsi, en 2021, 26.348 Bruxellois avaient bénéficié d'un plan de paiement contre 19.280 l'année précédente (+ 36,66 %). En 2023, la hausse atteignait 26,73 %, 12,71 % en 2024 et 10,76 % l'année passée. 42.061 propriétaires bruxellois ont bénéficié d'un tel plan.

■ En 4 fois à Bruxelles, 12 fois en Wallonie

NAAST

La ferme du Château se relève de l'incendie et



Une Soignienne, une spirit et un gin à la fraise. © David Dierckx

cools à base de fraises issues de sa production, en collier avec la distillerie Plus Outre, à Binche.

LOIRE TROUVÉE

Quelques jours après l'incendie qui a détruit un hangar de la Ferme du Château, à Naast, emportant avec lui du foin et du matériel agricole coûteux, Ghislain Wayemborgh a lancé de nouveaux produits plutôt inhabituels pour une exploitation agricole. C'est

avec « un goût à terre mais le regard droit sur l'horizon, toujours déterminé que nous vous présentons nos 3 belles de la saison : une liqueur, un spritz et un gin à la fraise. » Un timing qui relève « du pur hasard », puisque le projet était dans les cartons depuis bien avant le sinistre, mais qui est plus que bienvenu. « Il y avait un regard sur nous, et j'avais justement la

de Binche. Les fraises sont l'alcool. » La macération se fait, puis de la distilla adapté le n° d'épices, etc. »

■ UN REGAIN DE FRÉQUENTATION
De cette production sont

Soignies Sports. En les choses se sont faites, petit à petit, depuis le début d'année, pour en arriver aujourd'hui à une toute nouvelle organisation qui s'est mise en place. « Une réorganisation interne était nécessaire car nous n'étions que trois en quatre dans le comité », résume celui qui a guidé pas mal de campagnes au sein des instances du football belge.

Vice-président national du Conseil Supérieur, membre du Conseil Supérieur 13-4



DT4 – Bibliothèques, ludothèque & EPN



LA GAZETTE



Enquête Pisa: la chute se poursuit en maths et en lecture

ENSEIGNEMENT

L'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles se rapproche de la moyenne de l'OCDE mais "ce ne sont pas de bons résultats".

La nouvelle étude Pisa est sortie et c'est la dégringolade pour tout le monde. 91 pays ont participé à cette enquête internationale de l'OCDE qui évalue le niveau en sciences, mathématiques et lecture.

D'après les résultats des

2.819 élèves de 15 ans issus de 98 établissements secondaires de Fédération Wallonie-Bruxelles, ce n'est pas cette année que les investissements dans l'enseignement se traduisent positivement. Depuis 2018, les résultats ont reculé de 28 points en maths, de 15

points en lecture et de 3 points en sciences. "Ce qui est très inquiétant, c'est la baisse à l'échelle internationale", commente Valérie Quittre, analyste Pisa de l'ULiège. "Si on compare avec les systèmes éducatifs proches de nous, la résilience de notre système éducatif est meilleure." La France et la Communauté flamande accusent une chute plus vertigineuse tandis que le Japon et la Corée du Sud occupent le top 3 dans toutes les branches.

Stabilité en sciences

La FWB remonte doucement la pente en sciences avec 482 points. Par contre, pour les deux autres branches, la pente reste glissante. En maths, le score descend à 467 points. En lecture, il s'établit à 466 points.

"Ne cachons pas la poussière sous le tapis: ce ne sont pas de bons résultats. Certes, nous baissons moins vite que d'autres systèmes éducatifs et nous atteignons désormais la moyenne de l'OCDE en

sciences, mais je refuse que l'on définisse le progrès par le bas. Nous ne pouvons pas nous satisfaire d'être les 'moins mauvais'. Je veux casser cette spirale négative des résultats Pisa", martèle Valérie Glatigny (MR), ministre de l'Éducation, qui souligne que la moyenne de l'OCDE a fortement reculé. "La FWB se rapproche d'une moyenne qui baisse et non parce qu'elle progresse."

Nivellement par le bas

"La baisse continue des résultats peut être encore une répercussion du Covid. Les élèves interrogés étaient en 5e primaire au moment de la crise sanitaire mais ça ne peut pas tout expliquer car la chute est trop importante", analyse Valérie Quittre.

"Je veux casser la spirale négative des résultats."

L'OCDE identifie plusieurs causes à la chute des résultats: baisse de l'effort et de la persévérance des élèves, avantage de difficultés face aux textes longs et aux tâches complexes, recul du plaisir de lire, hausse de l'absentéisme, hétérogénéité des élèves, baisse de l'attention des parents pour l'école et climat disciplinaire plus difficile.

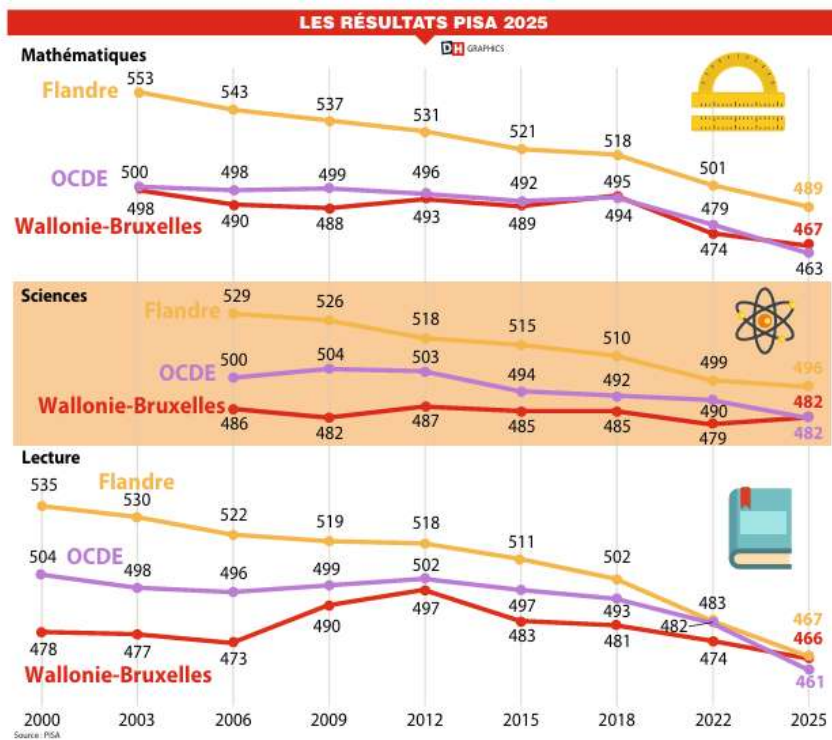
Faut-il y voir la confirmation d'un nivellement par le bas? "Non! On reste stables en sciences alors que beau-

coup de pays voisins chutent", nuance Valérie Quittre. "Historiquement, notre système éducatif est le plus inégalitaire mais cet écart diminue parce que les élèves les plus vulnérables ont augmenté leurs résultats."

Dans l'optique d'inverser la tendance, et pour remettre "les apprentissages de base et l'exigence au cœur de l'école", la ministre a relevé le seuil de réussite des épreuves certificatives externes (CEB, CEID et CESS) à 60%, ajouté une heure de cours de mathématiques en 1re secondaire, mis en place le test CLE (calcul, lecture et écriture) en début de 4e primaire et mis fin à l'automatisme des recours.

"Pendant trop longtemps, parler d'exigence, d'effort ou de discipline a été considéré comme dépassé", poursuit Valérie Glatigny. "Je veux une école qui accompagne, mais aussi une école qui exige et qui tire nos élèves et notre enseignement vers le haut." La Fapeo estime que la ministre fait "fausse route" avec ces mesures. "Les pays de l'OCDE qui sont performants ont en commun le faible recours au redoublement et des modalités de tronc commun flexibles." Le Royaume-Uni semble résister mieux que les autres. "Les grands principes de son système pourraient nous inspirer", concluent Sophie Brictueux, chercheuse à l'ULiège, et Valérie Quittre.

Zhen-Zhen Zvony



90 % des élèves belges utilisent déjà l'IA !

TECHNOLOGIE

Pour la première fois, l'enquête Pisa s'est penchée sur l'utilisation de l'intelligence artificielle par les élèves. Elle est intense...

Elle est partout, même à l'école. L'intelligence artificielle n'échappe pas aux élèves qui ont vite repéré l'utilité qu'elle pouvait présenter.

Cette année, l'enquête Pisa a intégré cette évolution. Les premiers résultats révèlent que la majorité des jeunes de 15 ans se tournent vers l'IA pour les travaux scolaires. Seuls 10 % des élèves n'utilisent pas cet outil (contre 12 % aux Pays-Bas, 15 % en France et quasi 40 % au Japon).

Les élèves qui n'utilisent pas l'IA présenteraient de meilleurs résultats

De manière générale, ChatGPT, Gemini, Claude et autres sont essentiellement sollicités pour "aider à apprendre". Les élèves les utilisent aussi pour "mener des recherches préliminaires sur un nouveau sujet", pour

"répondre à un travail écrit" et pour "résumer un texte que j'ai dû lire".

Bien que l'appel à IA est très répandu dans la majorité des pays de l'OCDE pour le travail scolaire, l'usage quotidien serait encore marginal. Le lien entre l'utilisation de l'IA et la performance des élèves en sciences est complexe à établir car il faut aussi savoir correctement utiliser cette intelligence.

D'après les résultats, les élèves qui n'utilisent pas l'IA affichent en général un meilleur score que ceux qui recourent à l'IA. Néanmoins, un usage modéré et ciblé de l'IA pourrait impacter positivement la performance de l'élève : les résultats sont légèrement plus élevés pour ceux qui se tournent rarement ou moins intensivement vers l'IA.

L'IA ne diminuerait pas la curiosité chez les élèves, au contraire. Ceux qui ont

un usage plus limité de l'IA rapportent un niveau de curiosité plus faible. Est-ce que l'IA offre des opportunités aux élèves déjà curieux de nature ou est-ce que l'IA rend plus curieux ? Voilà qui reste à déterminer.

Education au numérique

L'usage de l'IA pose également la question de la fracture numérique. Sans surprise, ceux qui disent ne pas utiliser l'IA viennent de milieux socio-économiques plus défavorisés. Au vu de l'utilisation répandue de l'IA par les élèves, l'étude Pisa souligne l'importance d'une éducation au numérique dans les programmes scolaires. Renforcer l'esprit critique face à l'IA et un élargissement de l'accès aux outils IA permet d'accompagner les élèves dans une utilisation appropriée et efficace de l'outil, estime l'OCDE. En Fédération Wallonie-Bruxelles, les élèves de 1^{re} secondaire ont désormais deux heures de numérique.

Zhen-Zhen Zveny

9 minutes sur 50 rien que pour maintenir l'ordre !

Tant les élèves que les profs font état d'un contexte disciplinaire difficile. "La difficulté disciplinaire existe depuis plusieurs années et s'est aggravée avec le temps", notent Valérie Quittre, analyste de Pisa à l'ULiège, et Sophie Briceux, chercheuse à l'ULiège. Le harcèlement, qui avait reculé entre 2018 et 2022, est reparti à la hausse en 2025. Selon l'enquête Talis 2024, les enseignants du 1^{er} degré du secondaire (1^{re}, 2^e année) consacrent 16 % de leur temps à la discipline (contre 13 % en 2018) au détriment du temps d'apprentissage. Si l'Estonie (2^e du classement Pisa cette année) passe 9 minutes sur 100 au maintien de l'ordre, c'est bien de 9 minutes sur... 50 qu'on parle dans l'école francophone.

"Dès que les 'rapides' ont fini un exercice et qu'il faut attendre les plus 'lents', ça bavarde et il faut demander le calme

pour laisser un climat de classe propice à la concentration. C'est sans arrêt des appels au calme même si ce sont de 'bonnes' classes", note Christelle, prof de sciences et de techno depuis 2007, qui estime passer plutôt 11 minutes au rappel à l'ordre et des consignes. "On perd le plus de temps à devoir signaler un comportement ou un oubli dans le journal de classe. Il n'est pas rare que 5 à 6 élèves n'aient pas leur cours, n'aient pas fait le devoir ou aient un comportement inapproprié. Je perds de la disponibilité pour les élèves."

Mathilda estime aussi qu'il faut réduire la taille des classes. "J'ai déjà dépassé les 9 minutes... Entre les élèves à besoins spécifiques, ceux en décrochage et d'autres qui ne maîtrisent pas bien le français, le temps file".

Zhen-Zhen Zveny

FGTB et CSC mettent la pression sur l'Arizona

SOCIAL

Les deux syndicats annoncent qu'une manifestation générale se tiendra en plein durant le conclave budgétaire d'octobre.

Les syndicats socialiste FGTB et chrétien CSC manifesteront ensemble le vendredi 9 octobre à Bruxelles, ce qui constitue *"un premier avertissement clair au gouvernement"* fédéral, annoncent-ils mardi. La menace d'une grève générale à la fin novembre est également évoquée.

Cette action aura lieu quelques jours avant le discours de politique générale du Premier ministre Bart De Wever, prévu le mardi suivant. Les deux syndicats souhaitent, de la sorte, avertir une nouvelle fois le gouvernement, qui devra trouver, dans les semaines à venir, environ 10 milliards d'euros supplémentaires pour aligner le budget sur la norme européenne en matière de dépenses d'ici 2029.

■ Un coup de semonce

Les modalités de la manifestation seront fixées ultérieurement, fait savoir Bert Engelaar, le président de la FGTB. Il annonce toutefois qu'un appel à la mobilisation sera lancé à grande échelle et que les participants seront couverts par un préavis de grève. *"Il s'agit d'un coup de semonce, d'un signal montrant que les gens sont en colère et frustrés."*

"Cette action d'avertissement fait suite à la campagne d'information et de sensibilisation qui sera lancée demain et dans le cadre de laquelle nous nous rendrons en masse dans les entreprises et l'espace public avec notre "gazette" qui présente nos alternatives budgétaires", explique-t-on du côté de la CSC. Pour le syndicat chrétien, "les mesures de l'Arizona plongent un très grand nombre de personnes dans les difficultés et ne contribuent en rien à combler le déficit public."

La Zone de secours va procéder au recrutement de 110 pompiers volontaires

MONS-CENTRE

Si les casernes de Mons et La Louvière sont occupées par des pompiers professionnels, ce n'est pas le cas ailleurs.

La Zone de secours Hainaut-Centre lance une campagne de recrutement pour renforcer ses effectifs de pompiers volontaires. Pas moins de 110 candidats sont recherchés, alors que certaines casernes connaissent aujourd'hui un déficit. La campagne se clôturera le 6 novembre prochain.

"Nous avons aujourd'hui davantage besoin de volontaires."

Dans les casernes de la région, les besoins en pompiers volontaires se font de plus en plus sentir. La Zone de secours Hainaut-Centre lance dès lors une nouvelle campagne de recrutement afin de renforcer ses effectifs. Au total, 110 postes sont à pourvoir. Car derrière les sirènes et les départs en intervention, l'organisation des secours repose aussi largement sur ces volontaires. Dans plusieurs casernes, ils constituent la majorité des effec-

tifs et permettent d'assurer la couverture du territoire, particulièrement dans les zones rurales.

"Aujourd'hui, nous avons davantage besoin de pompiers volontaires que de pompiers professionnels", confirme Eric Thiébaut, président de la Zone de secours Hainaut-Centre. "Cela s'explique par le fait que nous avons déjà recruté de nouveaux pompiers professionnels lorsque les nor-

mes ont changé, nous obligeant à prévoir un départ incendie à six plutôt qu'à quatre. L'urgence, à ce moment-là, était de s'adapter. De nombreux pompiers volontaires ont alors décidé de passer professionnels. Aujourd'hui, ce sont de pompiers volontaires que nous manquons."

Dans certaines casernes, le manque est en effet criant. "C'est notamment le cas à Chièvres, mais pas seulement. Au sein de la zone, nos casernes de Mons et La Louvière fonctionnent grâce aux pompiers professionnels. Mais ailleurs, la couverture est majoritairement as-

surée par des pompiers volontaires."

■ Les mêmes missions

Les volontaires n'ont pas des missions différentes de celles des professionnels. "La formation de base est identique car ils vont tous au feu", rappelle Eric Thiébaut. La différence réside principalement dans l'organisation des gardes. "Dans une caserne composée de professionnels, les pompiers assurent des gardes de 24 heures, en caserne."

Par ailleurs, il faut que les volontaires habitent suffisamment près de leur caserne. Les candidats doi-

vent en effet pouvoir rejoindre leur caserne en moins de dix minutes. "C'est toute la difficulté. Nous ne pouvons pas lancer un recrutement spécifique pour une caserne. Si un seul volontaire est à dix minutes de Chièvres, par exemple, c'est déjà ça mais cela ne résout pas notre problème", souligne Eric Thiébaut.

■ Une vocation

La Zone de secours Hainaut-Centre souhaite donc relancer le volontariat. Une fonction qui peut être intéressante en complément d'une activité professionnelle, même si elle demande un engagement important. "C'est une très belle fonction. C'est intéressant d'être volontaire, mais c'est une vocation", estime Eric Thiébaut. Pour pouvoir postuler, les candidats doivent notamment avoir obtenu le certificat d'aptitude fédéral (CAF). La proximité avec une caserne constitue également une condition essentielle pour pouvoir répondre rapidement aux interventions. La campagne de recrutement, qui vise donc à trouver 110 pompiers volontaires, se poursuivra jusqu'au 6 novembre.



■ 110 pompiers volontaires sont recrutés par la zone de secours Hainaut-Centre. © BELGA/GOLINVEAU

Emeline Bertier

Policiers, agents communaux et gardiens de la paix mobilisés devant les écoles

LA LOUVIÈRE

Une campagne de sensibilisation est menée durant le mois de septembre avant de laisser la place à une phase répressive.

Le chemin de l'école mérite toute leur attention. Mais à l'heure où les smartphones accompagnent les enfants partout, les écouteurs visés aux oreilles peuvent aussi devenir un danger lorsqu'il faut traverser une rue. À La Louvière, la Ville relance donc sa campagne de sensibilisation aux abords des établissements scolaires. Cette année, le message porte particulièrement sur l'attention nécessaire que les jeunes doivent porter au chemin qui mène à l'école.

"C'est important de rappeler les bons comportements à adopter."

Le coup d'envoi de cette quatrième campagne a été donné ce mardi matin devant l'école communale de Strépy-Bracquegnies. Dès ce 8 septembre, policiers,

agents constatateurs et gardiens de la paix seront présents sur le terrain pour rappeler les bons comportements aux élèves, mais aussi aux adultes qui les accompagnent.

"C'est la quatrième action du genre que nous menons. L'année passée, nous étions à Haine-Saint-Pierre pour attirer l'attention sur la nécessaire visibilité des enfants aux abords des écoles", rappelle le bourgmestre Jacques Gobert.

Chaque rentrée est ainsi l'occasion de cibler un comportement jugé à risque. Cette fois, les autorités veulent que les jeunes prennent conscience des dangers d'un téléphone qui accapare leur attention ou d'écouteurs qui les coupent des bruits environnants.

Pour faire passer le message, une petite latte en plastique sera distribuée aux élèves. *"On a pensé à cet objet car les élèves pourront facilement la ranger dans*

leur plumier. Et ça fera office de rappel à la règle chaque fois qu'ils l'utiliseront", explique Silvina Contrino, responsable du Service Prévention et Sécurité de la Ville. Une campagne d'affichage est également prévue dans les écoles, ainsi qu'un clip vidéo.

Le dispositif concerne l'ensemble des établissements louviérois, tous ré-

seaux confondus. *"C'est important de rappeler les bons comportements à adopter, même auprès des parents. Certains sont parfois très pressés, mais leur comportement au volant peut mettre la sécurité des enfants en danger, y compris celle de leurs propres enfants",* souligne Leslie Leoni, échevine de l'Enseignement.

Stationnement gênant et

vitesse excessive feront donc l'objet d'une attention particulière. Car si les premières semaines seront placées sous le signe de la prévention, le ton changera ensuite. *"Il y aura ensuite une phase répressive",* prévient Jacques Gobert. La Ville a déjà identifié les écoles considérées comme les plus à risque. C'est autour de celles-ci que les contrôles seront concentrés.

Un enjeu d'autant plus important que les effectifs disponibles ont fortement diminué. *"Nous n'avons plus la possibilité de placer des gardiens de la paix devant chaque école. À la suite de la réforme du chômage, nous avons en effet perdu deux tiers de nos effectifs",* déplore le bourgmestre.

Du côté des parents, la présence des agents est en tout cas plutôt bien accueillie. Après avoir déposé ses trois enfants, un papa ne cache pas son soulagement: *"C'est très bien ce genre de campagne. C'est vrai qu'il y en a qui roulent n'importe comment. C'est donc rassurant, pour nous en tant que parents, de voir que des actions sont menées."*

Grégoire Lallieu



La campagne a été lancée ce mardi à l'école communale de Strépy-Bracquegnies. © D.H

Un accord social a été trouvé chez Alysse Food

SENEFFE

Les syndicats remercient la direction d'avoir tenu ses engagements dans un climat serein, alors qu'elle aurait pu déposer le bilan.

Après plusieurs semaines de discussions cordiales entre direction et syndicats, un accord social a finalement été trouvé chez Alysse Food, à Seneffe. La direction et les représentants des travailleurs sont parvenus à un accord social concernant les conséquences de la fermeture annoncée du site, qui emploie 108 personnes.

L'annonce de la ferme-

ture, cet été, avait fait l'effet d'un coup de massue au sein de l'entreprise. La direction avait fait part de son intention de mettre un terme aux activités et d'engager une procédure de licenciement collectif. Au total, 22 employés et 86 ouvriers étaient concernés.

Depuis, les réunions entre la direction et les organisations syndicales se sont multipliées dans le cadre de la procédure Renault.

Après une première phase consacrée à la consultation et à l'information des représentants du personnel, les discussions se sont concentrées sur les conditions de départ des travailleurs et les mesures permettant d'atténuer les conséquences sociales de la fermeture.

Un accord a donc été trouvé. Il met un terme à plusieurs semaines de négociations et doit désormais permettre d'organiser concrètement les départs des travailleurs concernés.

Pour les syndicats, l'objectif était notamment d'obtenir les meilleures conditions possible pour

les personnes qui vont perdre leur emploi après parfois de nombreuses années passées au sein de l'entreprise. Les représentants du personnel ont analysé les différentes propositions formulées par la direction avant d'aboutir à ce compromis. *"Les travailleurs pourront quitter l'entreprise avec leur préavis ainsi qu'une prime complémentaire liée à leur ancienneté au sein de cette entreprise et une prime unique de fermeture"*, indiquent les syndicats en front commun.

La fermeture d'Alysse Food constitue un nouveau coup dur pour l'emploi

dans la région de Seneffe, d'autant que les organisations syndicales y voyaient beaucoup de potentiel. Le site faisait partie du paysage économique local et la disparition de ses activités aura des conséquences importantes pour les 108 travailleurs concernés et leurs familles.

Une page se tourne donc chez Alysse Food. Après l'annonce de la fermeture, place désormais à la mise en œuvre de l'accord et à l'accompagnement des travailleurs vers la suite de leur parcours professionnel.

Cedric Ketelair



Sous la chaleur de ce début du mois de septembre, une vingtaine de travailleurs s'activent sur le site Gauthier & Wincqz pour extraire des entrailles de la terre ce qui fait une grande partie de la renommée de Soignies : la pierre bleue. Une affaire qui tourne depuis plus de 350 ans, mais qui pourtant aurait bien pu s'arrêter, et ne laisser au quartier des Carrières que son nom en guise de souvenir. C'était sans compter sur l'ambition de Julie Abraham, administratrice déléguée de Pierre Bleue Belge depuis 2004.

LORE THOUVENIN

Casque de chantier vissé sur la tête, Julie Abraham nous montre d'un geste les quelque huit hectares creusés qui s'étendent sur le site carrier Gauthier & Wincqz. C'est là que, depuis cinq générations, sa famille découpe et remonte de gros blocs de pierre bleue. Ils sont sciés directement sur le site. « C'est comme une grosse machine à pain, avec des lames diamantées qui les coupent en tranches. » Les machines tournent pendant environ huit heures pour venir au bout d'un bloc.

« Notre métier, c'est principalement de vendre ces tranches à des professionnels de la pierre. » D'autres poursuivent leur route jusqu'à l'usine de la carrière du Clypot, acquise par Pierre Bleue Belge en 2000 à Neufvilles, où est désormais concentrée la transformation en produits finis. « On fait des produits sur mesure, en grande quantité. Par exemple, on a réalisé les quais de la gare des Guillemins, avec des dalles de 80x40. On fait aussi des pavés et

des bordures, plutôt pour de grands chantiers publics ou pour des marchands de matériaux. » Le principal marché de la société reste belge, mais la pierre bleue de Soignies s'exporte également. Elle constitue notamment l'esplanade de l'ambassade de Belgique à Tokyo et, plus récemment, a été utilisée devant le pavillon belge de l'Exposition universelle d'Osaka. « Elle est reconnue dans le monde pour ses caractéristiques techniques et sa qualité. »

« ON N'ALLAIT PAS LAISSER CE SITE S'ARRÊTER »

Les ressources que nous offre la terre ne sont cependant pas infinies, et l'avenir du site historique était mis en question. « On voyait la fin de l'exploitation... » Son père, Jean-Franz Abraham, avait assuré une partie de l'avenir de l'entreprise en menant à bien l'ouverture de la carrière de Teller des Prés. Julie Abraham, elle, a pris à bras-le-corps un autre projet : étendre la zone exploitée à Gauthier & Wincqz. « Pour les générations suivantes, on n'allait pas laisser ce site s'arrêter. Il était



UN SAVOIR-FAIRE TRANSMIS DEPUIS CINQ GÉNÉRATIONS

LA PIERRE BLEUE DE SOIGNIES LA CARRIÈRE GAUTHIER & WINCQZ

important aussi pour moi de garder le personnel en place, surtout dans une région où le taux d'emploi n'est pas très élevé. Ce sont pour la plupart des locaux, certains viennent même travailler à pied. Les transférer sur les autres sites était impossible... Sans ça, pour eux, c'était fini. » Car le sol en a encore dans le ventre. « Dans une perspective de développement durable, ça aurait été complètement illogique d'arrêter le site et d'aller en ouvrir ailleurs alors qu'il y a toujours de la pierre sur place. » Res-

tait à rendre son exploitation possible. Il faudra près de dix ans d'études, de démarches administratives, de travaux et « plus de 3 millions d'euros d'investissements » avant de voir l'extension se concrétiser.

Une usine, installée directement sur la réserve de pierre, a tout bonnement dû être démolie. « Avec l'arrivée de l'électricité, les blocs de pierre étaient transportés sur des ponts roulants. Ils devaient arriver au plus près de l'usine, raison pour laquelle elle avait été construite sur les ré-

Julie Abraham a repris les rênes: «Mon père m'a formée»

Les carrières de la société Pierre Bleue Belge, c'est une histoire de famille à plusieurs niveaux. «Beaucoup d'ouvriers font toute leur carrière ici. Ils sont très compétents et ils sont réellement passionnés. C'est un métier difficile, physique, pour autant certains continuent jusqu'à la fin. Si je me souviens bien, l'un de nos hommes a commencé à 14 ans et, passé 60 ans, il est toujours là. Ça me plaît d'entendre certains travailleurs dire qu'ils veulent que leurs enfants viennent ici, me dire qu'ils veulent eux-mêmes s'occuper de leur formation. C'est chouette pour moi, parce que c'est aussi comme ça que je suis arrivée là : j'ai fait des études de management, mais c'est mon père qui m'a formée.»

«C'ÉTAIT UNE AFFAIRE D'HOMMES»

Son arrivée à la tête de l'entreprise coulait de source pour elle, mais pas pour tout le monde. «C'était une affaire d'hommes ! Tout le monde appelait mon frère «le petit patron», c'était évident que ce serait lui. Mais



Une femme à la tête de l'entreprise. © David Claes

j'étais l'ainée, j'ai toujours été très proche de mon père et j'ai fait des études de management. Finalement, ça s'est fait naturellement.»

LA CINQUIÈME GÉNÉRATION

Julie Abraham est aujourd'hui elle-même maman de quatre jeunes enfants. «Mes deux parents travaillaient dans la société, ils faisaient de longues heures, donc on venait jouer ici le week-end. Personnellement, je voulais prendre un petit peu de distance pour que mes enfants puissent quand même penser à autre chose. Et mon mari travaille dans un autre domaine.»

L'envie de passer la main à la sixième génération — en temps voulu — est tout de même bien présente.

«Vendredi, à l'école, tous les enfants devaient indiquer ce qu'ils voulaient faire comme métier plus tard. Mon fils a écrit qu'il voulait travailler dans une carrière de pierre ! Les autres voulaient être footballeur, dentiste ou policier... J'étais étonnée, c'est mignon », raconte-t-elle avec fierté.

À eux trois, Julie Abraham, son frère et sa sœur ont neuf enfants, âgés aujourd'hui de 6 à 21 ans. «Qui sera l' élu ? On a encore le temps de voir venir...» ■

serve », explique Julie Abraham. La technologie actuelle permet désormais de travailler autrement et les hommes et équipements de l'usine ont donc été transférés au Clypot.

La Senne, elle, passait en plein milieu du terrain convoité. Il a donc fallu détourner son cours pour libérer la zone à exploiter. «Maintenant, elle fait le tour du site, remise à ciel ouvert. C'est très joli, très bucolique.»

Pendant ce temps, l'entreprise a continué à exploiter progressivement l'ancienne zone, quitte à travailler dans des parties du gisement moins intéressantes. «On a maintenu l'activité un peu ralentie ces dix dernières années pour s'assurer de garder la main-d'œuvre et le savoir-faire, en attendant le développement de la nouvelle zone.»

LES PREMIERS BLOCS SONT SORTIS

Julie Abraham nous mène jusqu'à cette extension. «Fin 2019, on a commencé à découvrir, ce qui veut dire à enlever la terre de surface.»

De loin, on peut désormais clairement voir la pierre bleue sortir

du sol.

Pour la découper, les carriers utilisent une sorte de grosse tronçonneuse, montée sur des rails, qui quadrille la roche. Dans le sens horizontal, un joint naturel permet à la pierre de se déliter. Un engin de chantier manipule du granulat très fin, utilisé pour former ce que les carriers appellent une «paillasse» : un tapis destiné à amortir la chute des blocs lorsqu'on les décroche.

Après ces dix longues années, les premiers blocs ont finalement été extraits en toute petite quantité à la fin du mois de juin. «Au premier bloc sorti, le responsable de la brigade d'extraction m'a envoyé une photo tout de suite. Elle a été partagée par tous, parce que tout le monde était tellement fier d'y être arrivé !»

Trois hectares de nouvelles réserves offrent désormais au site une perspective de vingt à trente années supplémentaires d'exploitation. Une durée qui dépasse l'horizon personnel de l'administratrice déléguée. «Ce n'est pas moi qui vais exploiter toutes ces réserves, mais c'était important pour moi de continuer à construire l'histoire familiale.» ■

WALLONIE ENTREPRENDRE ET INVEST MONS-BORINAGE-CENTRE ENTRENT DANS L'ACTIONNARIAT DE LA PIERRE BLEUE BELGE

La pierre bleue de Soignies a beau traverser les siècles, elle doit elle aussi composer avec la concurrence. Celle venue d'Asie, d'abord. « Il y a une vingtaine d'années, c'était la pierre chinoise et la pierre vietnamienne. Cette concurrence-là s'est un petit peu atténuée, entre autres au moment du Covid, parce que le fret était tellement élevé qu'il n'y avait plus vraiment d'intérêt à acheter chinois. Et puis, ce n'est pas la même qualité. »

Aujourd'hui, « le plus difficile à gérer pour nous, ce sont les substituts, toutes les imitations, la céramique, le grès...

Tous ces produits qui ne sont pas naturels, mais qui, au niveau esthétique, ressemblent à la pierre bleue. On ne sait pas ce qu'il y a dedans. Chez nous, ce n'est que la nature, et la pierre bleue est adaptée à notre climat. »

Le marché de la construction est en constante évolution, et

il faut s'adapter, encore et toujours. « Il faut se battre pour garder sa place. On développe une série de nouveaux produits pour répondre aux nouvelles demandes du bâti ou de l'architecture, notamment avec les maisons passives. »

Pour se donner les moyens de poursuivre ses projets, Pierre Bleue Belge a ouvert son capital à Wallonie Entreprendre et Invest Mons-Borinage-Centre (IMBC), qui deviennent actionnaires minoritaires. La famille Abraham a elle aussi participé, à parts égales, à l'augmentation du capital. « Avoir des fonds propres importants rassure les banques pour nous suivre dans nos projets. Il était important pour ma famille de rester à la tête de la société, mais avoir ce soutien à mes côtés permet de montrer à tous que nous avons un vrai projet d'avenir. » ■

L.T.

GSM, écouteurs, trottinettes... Les écoliers de 20 écoles sensibilisés aux dangers de la route

Ce mardi, à l'heure de la rentrée des classes, les écoliers de l'école communale de la rue des Canadiens à Strépy et leurs parents ont été accueillis par... la police et les gardiens de la paix ! Au programme : distribution de consignes de sécurité et de petites lattes demandant à tout un chacun de « Traverser connecté à la réalité ». GSM et écouteurs représentent en effet un danger croissant de distraction...

MARTINE PAUWELS

Il est 8 h du matin, rue des Canadiens. Les écoliers affluent à l'école communale. Une implantation qui accueille 120 enfants en maternelle et en primaire. Le parking tout proche est plein comme un oeuf : difficulté de trouver une place de stationnement pour ce papa pressé de déposer ses deux enfants avant de rejoindre dare-dare le boulot ! Entre la poussette du bébé et la draisienne du petit, cette maman doit tenir à l'œil son plus grand, pressé de rejoindre ses copains de classe. Nous croisons aussi des écoliers qui viennent seuls à pied, comme des grands...

Comme partout, la rentrée a déjà imposé son rythme aux familles. Mais ce mardi à Strépy, elles sont accueillies par des gardiens de la paix et des représentants de la police qui les accostent gentiment. Le but : engager la conversation autour de la sécurité routière et rappeler les règles de prudence et de bonne conduite à l'heure de la

rentrée des classes.

Une initiative portée depuis quatre ans déjà par la ville de La Louvière et son service de Prévention et de sécurité. « Cette année, nous avons ciblé 20 écoles avec l'aide de la police » précise le bourgmestre Jacques Gobert, présent sur les lieux. « En fonction de l'analyse des forces de l'ordre, 20 établissements potentiellement plus exposés font l'objet d'une sensibilisation particulière à l'occasion de la rentrée des classes. Mais des affiches préventives seront distribuées partout, tous réseaux confondus. Après quelques semaines de sensibilisation, nous passerons à une approche plus répressive ».

UNE LATTE... DE RAPPEL

Petit objet offert ce matin aux enfants et aux parents : une latte qui reprend le slogan « Traverser connecté à la réalité ».

« L'utilisation des GSM, des casques, des écouteurs se généralise, y compris chez les enfants du primaire » explique



Sensibiliser les jeunes aux dangers de la circulation. © M.P.W.

Cédric Vyvey, commissaire pour la police de la circulation louviéroise. « Dans le secondaire, on a également la nouvelle problématique liée au déplacement en trottinette électrique. Au-delà, nous constatons toujours des

Lupant, directrice de l'école, a d'ailleurs une pensée émue pour Christine Chavrepierre, une des victimes du drame de Strépy, qui était enseignante dans son école. « Hélas, les conducteurs roulent toujours aussi vite. Peu respectent les 30 km/h de rigueur autour des

de La Louvière. « Ces piqûres de rappel peuvent éviter des drames. Et tout le monde est concerné. Les parents, les enfants, les automobilistes. » Une responsable qui doit travailler avec moins de moyens. En effet, suite aux nouvelles mesures gouvernementales, le



Sur la latte, un conseil : « Traverse connecté à la réalité ». © M.P.W.

”

« L'utilisation des GSM, des casques, des écouteurs se généralise, y compris chez les enfants du primaire »

Cédric Vyvey

COMMISSAIRE DE POLICE À LA LOUVIÈRE

stationnements anarchiques et des vitesses excessives aux abords des écoles... Il y a aussi le phénomène des voitures électriques, plus ou moins silencieuses suivant le modèle. Et que l'on n'entend pas nécessairement, surtout avec des écouteurs sur les oreilles »

La rue des Canadiens est hélas tristement célèbre en matière de vitesse automobile. Carole

écoles. Lors d'une nuit à l'école passée en compagnie de nos élèves, j'ai pu constater que le trafic est quasi aussi intense la nuit que le jour... ».

UN SPOT TÉLÉ

La directrice rappelle que le règlement de l'école interdit aux élèves de venir avec un smartphone. « Mais des dérogations existent pour les élèves qui viennent en bus ou à pied. Ils remettent leur portable à leur institutrice et le reprennent au sortir des cours. Et donc, oui : la distraction générée par les outils connectés est bel et bien une réalité ».

« Cela paraît basique, évident. Mais le rappel de ces consignes de sécurité est hyper important » souligne Silvina Contrino, responsable du service Prévention et Sécurité de la Ville

nombre des gardiens de la paix a fortement diminué. De 58, ils sont passés à 29 pour l'entité de La Louvière. Cela signifie moins d'encadrement aux abords des écoles à l'heure de la rentrée et de la sortie des classes.

Outre la conception des affiches, le service communication de la ville de La Louvière a aussi conçu un spot vidéo de prévention, en collaboration avec ACTIV. « Il sera diffusé sur les réseaux sociaux, sur la télé locale mais également au cinéma Le Stuart de La Louvière pendant deux semaines », nous précise Sophie Potie. « Au cinéma, on prend forcément le temps de regarder ce qui se passe sur le grand écran avant la diffusion du film. C'est un bon moyen de sensibilisation ». ■

SENEFFE

UN ACCORD SOCIAL CHEZ ALYSSE FOOD

Les 108 travailleurs d'Alysse Food ont approuvé le plan social négocié avec la direction. Giovanni Buscemi, permanent SETCa Centre, se dit satisfait des conditions obtenues malgré une fermeture qu'il qualifie de « désastre ».

AUDREY CADOR

Après plusieurs semaines de discussions, les négociations sociales ont abouti chez Alysse Food. Les représentants syndicaux et la

direction se sont accordés sur les conditions qui accompagneront la fermeture du site de Seneffe et le licenciement collectif de ses 108 travailleurs.

Une proposition avait été

transmise aux syndicats vendredi dernier et analysée durant le week-end. Lors de la réunion de ce lundi 7 septembre, le front commun a encore demandé plusieurs adaptations. « La direction a

été ouverte à tous ces changements. À la suite de cela, nous avons pris un accord de principe entre négociateurs », explique Giovanni Buscemi, permanent SETCa Centre.

Le contenu du plan a été présenté dans le détail au personnel avant un vote. « Les travailleurs l'ont accepté. Dans la théorie, l'accord est donc validé. Maintenant, nous attendons les écrits », explique-t-il. La proposition de convention doit encore être transmise par la direction et examinée par les services juridiques des organisations syndicales. Une nouvelle rencontre est programmée mercredi prochain pour procéder à la signature. Sur le plan financier, les salariés toucheront leur préavis légal. Les conditions négociées lors du précédent licenciement collectif, qui avait concerné environ 90 personnes un an plus tôt, restent par ailleurs d'application et ont été améliorées. « On a ajouté une prime de motivation et une prime de départ », détaille Giovanni Buscemi. Le communiqué du front commun mentionne également une prime complémentaire liée à l'ancienneté et une prime unique de fermeture. Deux années passées en intérim seront en outre prises en compte dans le calcul du préavis, précisent les syndicats.

UNE PETITE CENTAINE DE DÉPARTS LE 31 OCTOBRE

Tous les contrats ne prendront pas fin simultanément. Une petite centaine de personnes devraient quitter Alysse Food le 31 octobre. Certains ouvriers et employés, notamment des techniciens ou du personnel affecté à la

comptabilité, devront poursuivre leur travail un ou deux mois.

Leur maintien temporaire a également fait l'objet d'une négociation. « Pour ceux qui resteront deux mois de plus, ce sera 15 % de salaire supplémentaire, en plus des primes qu'ils toucheront comme les autres », indique le permanent SETCa. Les derniers licenciements devraient intervenir au plus tard fin décembre. Un accompagnement à la reconversion professionnelle est également prévu pour les personnes qui devront retrouver un emploi. « Derrière ces 108 emplois, ce sont 108 familles qui vont devoir se réinventer et se réorienter. »

« ON A AU MOINS ÉVITÉ LA FAILLITE »

Pour Giovanni Buscemi, parvenir à négocier ces conditions ne fait évidemment pas disparaître la mauvaise nouvelle. « C'est un désastre pour ces travailleurs et aussi pour la Région du Centre. C'est encore une énième entreprise qui ferme. Mais on a au moins évité la faillite », lance-t-il.

Une issue qui aurait, selon lui, considérablement réduit la marge de manœuvre des représentants du personnel. « En cas de faillite, les organisations syndicales n'auraient pas pu discuter d'un plan social avec la direction et les travailleurs auraient dû attendre la procédure menée par un curateur », précise Giovanni Buscemi, en ajoutant, « Dans le malheur, c'est une bonne chose. C'est une victoire syndicale dans la représentation de ces travailleurs et, dans les temps qui courent, ce n'est pas du luxe. »

Le plan social discuté pour 150 travailleurs : « Nous négocierons un maximum de sursalaire »

Après la confirmation de la fermeture de Syngenta Chemicals à Seneffe d'ici la fin 2027, syndicats et direction ont entamé ce mardi les négociations du plan social. Elles concernent quelque 150 travailleurs sur 180. Les syndicats comptent notamment négocier une prime extralégale.



Carl Yernaux (CSC) veut négocier un maximum pour les travailleurs. © D.C. et D.R.

ARNAUD DUJARDIN

Trois heures autour de la table pour poser les premières bases du futur plan social. Ce mardi après-midi, les représentants syndicaux et la direction de Syngenta se sont retrouvés à Seneffe pour entamer la phase 2 de la procédure Renault, au lendemain de la confirmation officielle de la fermeture du site d'ici la fin 2027.

Cette nouvelle étape est désormais consacrée aux négociations. « Nous avons discuté des cellules de reconversion, de ce que l'on pourrait mettre en place en termes d'outplacement et des cellules pour l'emploi qui concernent tous les travailleurs », détaille Carl Yernaux, permanent CSC.

Les discussions portent sur le sort d'environ 150 personnes, sur les quelque 180 que compte le site. La trentaine restante correspond à des départs à la pension ou à des contrats à durée déterminée qui ne seront pas renouvelés.

« LE SECTEUR CHIMIQUE DISPOSE DE MOYENS FINANCIERS IMPORTANTS »

Les conditions financières de départ constituent évidem-

ment un point important des discussions. « La question des préavis légaux devrait se régler rapidement. Reste l'extralégal, une prime de sursalaire sur laquelle nous négocierons au maximum, sachant que le secteur chimique dispose de moyens financiers importants », table Carl Yernaux.

Le syndicaliste conteste par ailleurs la justification économique avancée par la multinationale, qui évoque des défis de marché, de coûts et de réglementation ayant affecté la compétitivité du site. « Ils ferment Syngenta Seneffe parce qu'ils veulent gagner plus d'argent en fabriquant moins cher ailleurs », estime-t-il.

À raison d'une réunion par semaine jusqu'à la mi-octobre, les négociations pourraient, si le calendrier prévu est respecté, se terminer théoriquement à la fin du mois d'octobre.

INQUIÉTUDE PARTICULIÈRE CHEZ LES PLUS DE 50 ANS

Si la confirmation de la fermeture ce lundi n'a pas surpris les travailleurs, les inquiétudes concernant l'après-Syngenta restent nombreuses. Les syndicats pointent notamment les derniers changements législa-

tifs et la limitation dans le temps des allocations de chômage.

« Cela inquiète d'autant plus les travailleurs, en particulier les plus de 50 ans. Certains ont plus de 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise, mais pas 30 années effectives de travail (qui prolongent les allocations de chômage, NDLR) et sont encore loin d'une fin de carrière », explique Carl Yernaux. À leurs côtés se trouvent aussi des salariés plus jeunes qui

comptent déjà entre cinq et dix années d'ancienneté chez Syngenta.

Les syndicats veulent dès lors jouer sur plusieurs tableaux au cours des prochaines semaines. « Nous négocierons un maximum dans tous les domaines pour les travailleurs, en tentant de trouver un équilibre entre les conditions extralégales et les formations proposées aux travailleurs », conclut le permanent CSC.

Syngenta est une entreprise classée Seveso, active depuis près de cinquante ans dans la production de fongicides, herbicides, insecticides et engrais chimiques. Le groupe, présent dans plus de 90 pays, emploie plus de 50.000 personnes dans le monde. Il a enregistré en 2025 un chiffre d'affaires de 24,5 milliards d'euros et un ebitda (bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement) de près de 3,8 milliards d'euros. ■

La commune de Seneffe relance ses « chèques sport »

Pour encourager les jeunes Seneffois à pratiquer une activité sportive, la commune propose un chèque de 30 euros par enfant. Les demandes peuvent notamment être introduites en ligne via l'E-Guichet.

La commune de Seneffe renouvelle son opération « Chèques sport ». L'objectif est d'encourager la pratique sportive chez les jeunes de l'entité en accordant une aide de 30 euros par enfant.

Pour pouvoir en bénéficier, trois conditions doivent être remplies. L'enfant doit tout d'abord être âgé de 4 à 17 ans inclus et être domicilié ou inscrit en résidence à Seneffe, dans les codes postaux 7180 ou 7181.

Il doit également être régulièrement inscrit dans un club sportif situé à Seneffe ou dont les activités se déroulent dans l'entité. Une exception est toutefois prévue : l'inscription dans un club extérieur à la com-

mune est acceptée lorsque le sport concerné n'est pas pratiqué à Seneffe ou lorsque le club local affiche complet.

UNE DEMANDE VIA L'E-GUICHET

La démarche peut désormais être effectuée directement en ligne, via l'E-Guichet de la commune. Les familles doivent y remplir leur demande et joindre l'attestation « chèque sport » dûment complétée ainsi qu'une composition de mé-



© Illustration pixabay

nage. Cette dernière peut également être obtenue via l'E-Guichet. La procédure reste aussi ac-

cessible aux personnes qui préfèrent effectuer les démarches sur papier. L'ensemble des documents peut alors être envoyé par courrier à l'Administration communale, rue Lintermans 21, à 7180 Seneffe, ou par courriel à commune@seneffe.be.

À noter : pour obtenir davantage de renseignements sur l'opération, l'Administration communale est joignable au 064/52.17.27 ou via l'adresse sports@seneffe.be.

LA ZONE RECRUTE 110 POMPIERS VOLONTAIRES

La zone de secours Hainaut Centre fait face à un manque de pompiers volontaires dans plusieurs casernes. Elle ouvre donc 110 postes. Conditions, épreuves, délais : voici ce qu'il faut savoir pour tenter sa chance.

NICOLAS ERCULIANI

Le besoin est important. Le conseil de la zone de secours Hainaut Centre a décidé de déclarer vacants pas moins de 110 emplois de sapeurs-pompiers volontaires. L'appel à candidatures a officiellement été lancé après une décision du collège de zone prise le 4 septembre. « Nous avons un déficit de pompiers volontaires dans plusieurs de nos casernes », explique Eric Thiébaud, président de la zone de secours Hainaut Centre. Une situation qui dépasse largement les frontières de la région. « Ce manque concerne toute la Belgique. J'ai déjà mis plusieurs fois cette problématique en lumière à la Chambre. Il faut absolument

combler ce déficit. » Pour tenter d'attirer de nouvelles recrues, la zone ne se contente pas de publier son offre. Des portes ouvertes ont également été organisées dans les casernes. « Pompier est une très belle fonction au service de la population. C'est une véritable vocation et cela permet aussi d'avoir un complément de salaire », poursuit Eric Thiébaud. Plusieurs raisons expliquent les difficultés de recrutement. « Des volontaires sont partis à la pension, tandis que d'autres sont devenus pompiers professionnels », détaille le président de la zone. Une fois recrutés, les futurs volontaires devront par ailleurs s'investir dans une longue formation. Le parcours s'étale sur environ trois

ans, ce qui peut décourager certains candidats.

UN ENGOUEMENT

Autre difficulté : la proximité avec la caserne. « Les pompiers volontaires doivent pouvoir rejoindre leur caserne très rapidement lorsqu'ils sont rappelés. Dans les faits, ils doivent habiter à moins de dix minutes. Cela réduit forcément le nombre de profils possibles », souligne Eric Thiébaud. Les volontaires peuvent être appelés aussi bien pour des interventions incendie que pour des missions d'aide médicale urgente. L'appel semble en tout cas déjà susciter de l'intérêt. François Roosens, conseiller communal à Saint-Ghislain et sous-officier au



Un déficit de pompiers observé dans plusieurs casernes. © NZ

sein de la zone Hainaut Centre, l'a relayé sur les réseaux sociaux. « En seulement quelques heures, j'ai reçu plein de demandes, même de Français », explique-t-il. Selon lui, les importants feux de forêt observés cet été ont peut-être contribué à susciter des vocations. « Il y a un vrai engouement. Des personnes qui ont déjà un travail établi veulent devenir volontaires en plus de leur emploi. D'autres voient cet appel comme une opportunité de reconversion et envisagent même, à terme, de devenir pompiers professionnels. »

PLUSIEURS CONDITIONS

Pour poser sa candidature, il faut notamment avoir au moins 18

ans, être titulaire du permis B et disposer d'un certificat d'aptitude fédéral, sauf dans certains cas prévus pour des pompiers ou agents opérationnels déjà en service.

Les candidats devront ensuite franchir quatre épreuves éliminatoires : un examen écrit, une épreuve physique, une mise en situation et un entretien oral. L'épreuve physique comprend notamment un parcours professionnel, un test de natation et un test de claustrophobie. Les dossiers doivent être envoyés au plus tard le 6 novembre 2026, soit par recommandé à la zone de secours Hainaut Centre à Cuesmes, soit par mail à grh@zhc.be. ■

Pour plusieurs habitants de la rue Verte, au Rœulx, la situation s'est sérieusement compliquée depuis lundi. Alors que des travaux étaient déjà en cours dans leur rue, une intervention au niveau du carrefour avec la place du Château a rendu le passage impossible, tant pour les voitures que pour les piétons. « Il n'y a pas de passage possible et nous n'avons même pas été avertis », déplore un riverain.

« ON NE SAIT PLUS PASSER, MÊME À PIED »

Les riverains rencontrés ne contestent pas avoir été informés du chantier. C'est plutôt l'ampleur soudaine de l'intervention qui les a surpris. « On ne savait pas qu'ils allaient ouvrir complètement la rue », explique l'une d'entre eux. « Le matin, je suis passée et il n'y avait rien. Je suis ressortie vers 15h et on ne savait plus passer. »

Une situation qui oblige désormais certains habitants à effectuer un détour pour rejoindre leur véhicule. « Nous ne pouvions plus nous stationner dans la rue, donc nous garions nos véhicules sur la place du Châ-

teau. Mais le détour est grand désormais : on doit descendre la rue, reprendre par l'église et remonter par la rue parallèle », détaille une riveraine.

Bien que le détour ne soit que de 500 m, la proximité d'une école ajoute également des contraintes au quotidien, notamment aux heures d'entrée et de sortie des classes. Les habitants évoquent plus largement leurs difficultés de stationnement durant le chantier.

« LES TRAVAUX AVANCENT »

Interrogé sur la situation, Damien Sauvage (IC), échevin des Travaux, confirme que le passage a été momentanément impossible à cet endroit. Il explique :

« C'est une intervention dans un carrefour, avec des impétrants. À certains moments, on ne sait pas faire autrement ». Des tranchées ont notamment dû être réalisées dans le trottoir et la voirie, ce qui complique la mise en place d'un cheminement piéton... « Il vaut mieux, pendant un moment, ne pas avoir d'accès plutôt que d'avoir un accès qui ne soit pas sécurisé. » Finalement, l'échevin nous a annoncé la réouverture de l'accès piéton vers la place du Château dans l'après-mi-



LE RÔULX

Des riverains de la rue Verte surpris par le chantier, l'échevin des Travaux rassure

Une intervention sur les impétrants a temporairement condamné le passage de la rue Verte vers la place du Château. Les riverains déplorent de ne pas avoir été avertis. Damien Sauvage assure que les travaux avancent bien et que la situation sera rapidement réglée.



Damien Sauvage (IC), échevin des Travaux. © DR/David Claes

di.

Damien Sauvage se veut surtout rassurant sur la durée de cette situation particulière. « C'est une question de jours. Ils ouvrent, ils rebouchent et puis c'est fini. » Les ouvriers étaient d'ailleurs toujours à pied d'œuvre ce mardi matin. « Ce n'est pas un chantier à l'abandon. Les travaux avancent très bien », insiste l'échevin. La bourgmestre, Virginie Kulawik (IC), précise : « La voie est sans issue jusqu'au 18 septembre au plus tard. »

Reste une incompréhension : celle sur l'information donnée concernant l'ouverture de la rue et son inaccessibilité.

LES RIVERAINS AVERTIS ?

Les riverains expliquent avoir reçu un courrier relatif aux travaux et aux restrictions de circulation et de stationnement, mais pas avoir été avertis spécifiquement qu'ils ne pourraient temporairement plus passer.

Damien Sauvage indique, de son côté, que l'informa-

tion des habitants relève d'une obligation de l'entreprise chargée du chantier. « Normalement, ils auraient dû être informés par un toutes-boîtes, mais apparemment ça n'a pas été le cas. »

Nous avons rappelé leurs obligations à l'entreprise et nous leur avons demandé de faire le nécessaire pour prévenir les habitants », précise-t-il.

Une fois l'intervention sur les impétrants terminée, le chantier se poursuivra avec la réfection du trottoir. ■

Le Collège communal portera le bracelet bleu pour briser le tabou autour du suicide

À l'occasion de la Journée mondiale de prévention du suicide, Écaussinnes relaiera ce mercredi 10 septembre les dispositifs d'aide disponibles. Le Collège communal portera symboliquement le bracelet bleu.

Pour la deuxième année consécutive, Écaussinnes s'associe à la Journée mondiale de prévention du suicide. Ce mercredi 10 septembre, les membres du Collège communal porteront un bracelet en tissu bleu, symbole de cette mobilisation, et diffuseront les coordonnées des services auxquels peuvent s'adresser les personnes en souffrance et leurs proches.

L'initiative répond à un appel du Centre de Prévention du Suicide, qui étend cette année sa campagne à l'ensemble des

communes wallonnes. Au-delà de la photo avec le bracelet, l'objectif affiché à Écaussinnes est surtout de rappeler l'existence de dispositifs d'écoute et d'encourager la parole.

« Une aide gratuite, anonyme et accessible à toute heure existe. Parler de ses idées noires, ou en parler à quelqu'un qui va mal, ne précipite rien. C'est au contraire souvent le premier pas vers un soulagement », explique Sébastien Deschamps, bourgmestre d'Écaussinnes.

Une attention particulière sera portée aux jeunes, la Commune pointant la stigmatisation comme l'un des freins à la demande d'aide.

DES NUMÉROS ACCESSIBLES JOUR ET NUIT

Sébastien Deschamps insiste également sur le rôle que cha-



Les membres du Collège porteront un bracelet bleu. © Com

cun peut jouer auprès d'une personne en difficulté. « Un appel, une conversation, une main tendue à un voisin ou à un collègue peuvent changer le cours des choses. »

Le Centre de Prévention du Suicide est joignable gratuitement et anonymement au 0800/32.123, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 en Belgique francophone. Télé-Accueil propose

également une écoute anonyme au 107, aux mêmes horaires.

Le médecin généraliste ou le service de garde peuvent aussi être sollicités. Ces différents dispositifs ne sont pas uniquement destinés aux personnes en souffrance, mais également à leurs proches qui ne savent pas comment réagir face à une situation difficile. ■

17 MILLIARDS D'ÉCONOMIES SANS HAUSSE D'IMPÔTS : ON A DÉCORTIQUÉ LE PLAN DE GEORGES-LOUIS BOUCHEZ

Georges-Louis Bouchez assure qu'il est possible d'économiser jusqu'à 17 milliards sans augmenter les impôts. Santé, SNCB, fonctionnaires, institutions... Voici où le président du MR veut tailler.



SABRINA
BERHIN

Journaliste

Georges-Louis Bouchez l'affirme : il est possible d'assainir les finances publiques en allant chercher jusqu'à 17 milliards d'euros dans les dépenses, sans augmenter les impôts. Avec l'idée que, « si, au contraire, on retire une série de taxes, il y aura plus d'investissements ». Le libéral prend l'exemple de la Suède, qui affiche une situation budgétaire saine. « Elle avait une situation pire que la nôtre. Mais ils ont baissé les impôts, supprimé l'impôt sur le capital et plafonné les dépenses. » Le président du MR a régulièrement pointé les postes qui, pour lui, pouvaient subir une cure d'amaigrisse-

ment. Pas plus tard que ce dimanche, il dénonçait des « abus colossaux » dans les soins de santé ainsi qu'un paysage hospitalier « trop grand ». Depuis longtemps, il souhaite aussi réformer le statut BIM, qui profite, selon lui, à des personnes qui n'en ont pas réellement besoin.

REVOIR LE FINANCEMENT DES SYNDICATS

Rationaliser est le maître-mot. On peut, selon lui, réduire le nombre de bâtiments de justice et de gares, revoir le financement public des formations syndicales ou encore le rôle des mutuelles, qu'il considère comme « un intermédiaire politisé non indispensable ». On pourrait aussi, avance-t-il, aller plus loin dans le non-remplacement des fonctionnaires en partance.

« En réalité, ce serait plus facile de lister les secteurs où il n'y a pas d'économie à réaliser », commente le principal intéressé. « Prenons la SNCB, on peut réduire les dépenses. La co-

”

« Quand on a régionalisé le commerce extérieur, on est passé de 300 personnes à 1.200. Est-ce qu'on a triplé nos exportations ? Je ne crois pas, non »

opération au développement aussi. Par contre, on ne peut pas toucher aux aides aux personnes handicapées ou arrêter de soutenir les personnes réellement malades. En réalité, ce

n'est pas le volume d'argent qui compte. Mais comment on dépense cet argent. Aujourd'hui, on le dépense dans beaucoup trop de structures qui ne servent pas les citoyens. » Ce qu'il déplore, c'est que les dépenses publiques ne sont « pas productives sur le plan économique ».

Le débat lancé par le président du MR dépasse le cadre fédéral. S'il vise une réduction du nombre de députés et de ministres, il plaide aussi pour la suppression des provinces, la fusion des communes et celle des communes et CPAS. « Le coût d'un CPAS, c'est 70 % de frais de fonctionnement. Les caisses d'allocations familiales, c'est cinq caisses différentes. C'est-à-dire cinq fois les frais ! »

Des chiffres, il n'en manque

pas. « Quand on a régionalisé le commerce extérieur, on est passé de 300 personnes à 1.200. Est-ce qu'on a triplé nos exportations ? Je ne crois pas, non... » Certaines situations le font bondir. « Vous savez que la Fédération Wallonie-Bruxelles a un attaché culturel au Vietnam ? Qu'elle en a un au Chili ? On a déjà un ambassadeur, ce n'est pas suffisant ? À l'étranger, on a à chaque fois trois représentants : un pour la Wallonie, un pour la Flandre et n'oublions Bruxelles ! »

Il l'avoue d'ailleurs : pour lui, « la clé absolue, c'est un gouvernement de quinze ministres et puis c'est tout ». Une refédéralisation qui n'est certainement pas dans le petit classeur qu'a préparé Bart De Wever pour le conclave... ■

Réduire les dépenses à hauteur de 17 milliards, est-ce réaliste ? Philippe Ledent, économiste chez ING, sort sa calculette. En 2025, l'ensemble des dépenses publiques représentait environ 350 milliards d'euros. Trouver 17 milliards revient donc à les réduire d'environ 5 %. « Comptablement, oui, bien sûr, c'est réaliste », estime-t-il. Un effort de 5 % est même relativement courant dans une entreprise confrontée à la nécessité de réduire ses coûts. « Je ne peux pas dire que c'est impossible à faire. »

”

« Le nœud du problème, c'est qu'on est vraiment dans le dur du vieillissement de la population »

Bruno Colmant

« C'est possible », répond également l'économiste Étienne de Callatay, professeur à l'UNamur. Mais avec deux réserves de taille : le

coût économique et sociétal des économies et le temps nécessaire pour réaliser les « bonnes » réductions de dépenses.

Car c'est la première mise en garde des économistes : additionner des milliards sur une feuille Excel est une chose. Les économiser réellement en est une autre. Philippe Ledent prend l'exemple d'une franchise de 500 euros avant l'intervention de l'assurance maladie. Sur le plan strictement comptable, le rendement évoqué atteindrait 4,7 milliards d'euros. Une énorme économie. Sauf que l'argent payé par le patient ne peut plus être dépensé ailleurs. Cela veut dire moins de consommation, moins de TVA et potentiellement moins d'emplois.

LA POPULATION VIEILLIT

Deuxième mise en garde : lorsqu'on parle d'économies, il faut tenir compte d'une réalité impossible à effacer : le vieillissement. C'est ici que Bruno Colmant, professeur à la Vlerick School, à l'ULB et à l'UCL, se montre particulièrement critique. Une grande partie des dépenses publiques sont des dépenses sociales qui, loin de pouvoir naturellement diminuer, sont appelées à subir une pression croissante.

Pour lui, on ne peut nier des abus. « Mais le nœud du problème, c'est qu'on est vraiment dans le dur du vieillissement de la population. » Et l'économiste d'ajouter : « On a toujours l'impression que le malade, c'est quelqu'un d'autre. Quand on est jeune, on ne perçoit pas qu'à un moment, on aura besoin de l'État social. »

”

« Comptablement, oui, bien sûr, c'est réaliste »

Philippe Ledent

À la difficulté économique s'ajoute donc une contrainte sociale et démographique. Sans oublier l'obstacle politique, pointe Philippe Ledent. Car promettre 17 milliards d'économies est une chose. Décider concrètement où couper, identifier ceux qui paieront la facture et mettre d'accord les cinq partis de l'Arizona en est une autre.

Pour autant, les trois économistes ne disent pas qu'il est impossible de réduire forte-

ment les dépenses, ni même, à terme, d'atteindre 17 milliards. Leur avertissement porte davantage sur la méthode et le calendrier. Les économies les plus efficaces nécessitent, selon eux, des réformes en profondeur.

Étienne de Callatay estime en tout cas qu'il faut éviter la méthode de la « râpe à fromage ». Philippe Ledent plaide, lui aussi, pour une refonte des systèmes « sur base de critères d'efficacité, d'équité ». Objectif : éliminer autant que possible les gaspillages et limiter les conséquences négatives sur l'économie.

Le problème, c'est que cela demande du temps, alors que le gouvernement veut trouver 10 milliards à l'horizon 2029. « C'est là-dessus que Bart De Wever se trompe », répond Georges-Louis Bouchez.

« Ce qu'on doit prouver aux marchés, c'est qu'on arrive à réduire notre déficit. Pas besoin que ce soit efficace dans un mois ! »

LES RECETTES S'ÉRODENT

Le président du MR maintient que la situation budgétaire peut s'améliorer en ciblant uniquement les dépenses. Étienne de Callatay estime cependant qu'on ne peut éluder la question des recettes. Il rap-

pelle que la pression fiscale globale a diminué ces dernières années en Belgique. En cause, selon lui, des « effets de composition » : davantage d'indépendants, proportionnellement moins taxés que les salariés, ou le passage à la voiture électrique, qui réduit les accises. L'objectif serait de stopper cette « érosion » des recettes, par une hausse temporaire de certains prélèvements ou en limitant ces effets de composition.

”

« Il faut éviter la méthode de la râpe à fromage »

Étienne de Callatay

Pour Philippe Ledent, l'idéal serait de recourir temporairement à certaines recettes supplémentaires, le temps que les réformes visant les dépenses produisent leurs effets. « Dans un monde idéal, c'est ce qu'on ferait », conclut-il. ■

S.BE.

BRUXELLES

La FGTB et la CSC manifesteront le 9 octobre

Les syndicats socialiste FGTB et chrétien CSC manifesteront ensemble le vendredi 9 octobre à Bruxelles, ce qui constitue «un premier avertissement clair au gouvernement», annoncent-ils.

La menace d'une grève générale à la fin novembre est également évoquée. Cette action aura lieu

quelques jours avant le discours de politique générale du Premier ministre Bart De Wever, prévu le mardi suivant. Les deux syndicats souhaitent, de la sorte, avertir une nouvelle fois le gouvernement, qui devra trouver, dans les semaines à venir, environ 10 milliards d'euros supplémentaires pour aligner le budget



Bras de fer en vue. © News

sur la norme européenne en matière de dépenses d'ici 2029.

Les modalités de la manifestation seront fixées ultérieurement, fait savoir Bert Engelaar, le président de la FGTB. Il annonce toutefois qu'un appel à la mobilisation sera lancé à grande échelle et que les participants seront couverts par un

préavis de grève. «Il s'agit d'un coup de semonce, d'un signal montrant que les gens sont en colère et frustrés.»

Le front commun syndical a présenté des propositions de mesures alternatives à «la politique gouvernementale défaillante» à hauteur de 21 milliards d'euros, rappellent les deux organisations. ■

LE SOIR

Coup de pression sociale sur le conclave budgétaire

Alors que le Premier ministre a débuté les bilatérales avec ses vice-Premiers, les syndicats ont déjà annoncé une journée de manifestation nationale le 9 octobre. D'autres actions sont déjà envisagées.

P.LT
S.VDV

Alors que les conclaves budgétaires s'annoncent douloureux, tant en Région wallonne qu'au fédéral, les syndicats ont décidé de mettre la pression en organisant, en pleine dernière ligne droite budgétaire, une manifestation nationale ce 9 octobre. Tant la CSC que la FGTB ont marqué leur accord, alors que Synova, l'ex-CGSLB, doit encore se prononcer. « Il apparaît de plus en plus clairement que les mesures de l'Arizona plongent un très grand

nombre de personnes dans les difficultés et ne contribuent en rien à combler le déficit public », dénonce la CSC dans un communiqué. « Après tout ce temps sous le gouvernement Arizona, le pays et sa population se trouvent dans une situation pire que jamais. »

« Le Premier ministre dit que tout le monde devra faire des efforts, mais ce "tout le monde", ce sont toujours les mêmes », explique Selena Carbonero Fernandez, la secrétaire générale de la FGTB. Et ce n'est pas tout. La FGTB annonce une possible journée de grève générale durant la se-

maine du 23 novembre si le gouvernement prend l'une des mesures suivantes : « Une nouvelle atteinte à l'indexation automatique des salaires, une hausse de la TVA ou l'annualisation du temps de travail. »

Cette annonce intervient alors que le Premier ministre, Bart De Wever, a commencé, ce mardi, les réunions bilatérales, en recevant deux des vice-Premiers, Maxime Prévot (Les Engagés) et Vincent Van Peteghem (CD&V). David Clarinval (MR) et Frank Vandenbroucke (Vooruit) suivront ce mercredi. Le tout dans une discrétion inhabituelle. **P.2**

PASCAL LORENT

L'automne social sera chaud. Le front commun avait prévenu à l'entame de l'été, après la manifestation nationale du 12 mai et celle, wallonne, du 16 juin : il ne comptait pas désarmer face aux politiques des majorités Arizona (fédéral) et Azur (Fédération Wallonie-Bruxelles et Wallonie). Une date est tombée ce mardi : CSC, FGTB, voire Synova – l'ex-CGSLB doit encore se prononcer – organiseront une manifestation nationale ce 9 octobre.

La date ne doit rien au hasard : la mo-

bilisation se déroulera alors que le gouvernement De Wever négociera le prochain budget fédéral, avec l'objectif de dégager une économie de 10 milliards d'euros : des pistes évoquant notamment des mesures dans les soins de santé. « Il apparaît de plus en plus clairement que les mesures de l'Arizona plongent un très grand nombre de personnes dans les difficultés et ne contribuent en rien à combler le déficit public », dénonce la CSC dans un communiqué. « Après tout ce temps sous le gouvernement Arizona, le pays et sa population se trouvent dans une situa-

En juin dernier, les syndicats étalent déjà descendus dans la rue pour manifester leur colère contre les mesures de l'Arizona, en valn. © PIERRE-YVES THIENPONT.

épales les plus larges. Nos militants trouvent que c'est totalement injuste et nous demandent de porter ce message-là. »

Le syndicat chrétien, lui, se montre plus prudent, annonçant que « si le gouvernement parvient à sortir de l'impasse budgétaire, le Bureau national de la CSC analysera le résultat et se prononcera

tion pire que jamais. »

Et ce n'est pas tout. La FGTB annonce une possible journée de grève générale durant la semaine du 23 novembre si le gouvernement prend l'une des mesures suivantes : « Une nouvelle atteinte à l'indexation automatique des salaires, une hausse de la TVA ou l'annualisation du temps de travail », prévient Selena Carbonero Fernandez, secrétaire générale de la FGTB. Une seconde mobilisation pour laquelle les deux autres syndicats doivent encore se prononcer, mais qui a déjà été validée par les instances du syndicat socialiste.

La CSC plus prudente

L'évocation de l'annualisation du temps de travail n'est pas fortuite : le principe a été acté par le gouvernement mais les interlocuteurs sociaux sont chargés d'examiner si cette réforme entraîne une perte de pouvoir d'achat et comment y répondre. « Il est clair que cela provoquera une perte de pouvoir d'achat », insiste la secrétaire générale de la FGTB.

« Ce n'est pas la première fois que nous avons un gouvernement de droite », commente Selena Carbonero Fernandez. « Mais c'est la première fois qu'un gouvernement coupe toutes les lignes de communication avec les travailleurs, que ceux-ci aient ou pas un emploi. Par ailleurs, le Premier ministre dit que tout le monde devra faire des efforts, mais ce "tout le monde", ce sont toujours les mêmes. On n'entend plus parler d'une réforme fiscale qui taxerait le 1 % des plus riches, les fameuses

alors sur les étapes suivantes. C'est pour nous la voie logique : informer, sensibiliser et rechercher des solutions constructives pour les citoyens. » C'est seulement ensuite que la CSC décidera si elle se joint à une éventuelle grève générale.

Les mesures de l'Arizona plongent un très grand nombre de personnes dans les difficultés et ne contribuent en rien à combler le déficit public

Le syndicat CSC

”

Les syndicats participeront également à une manifestation européenne, le 24 septembre, et à la marche pour le climat du 11 octobre. « Nous voulons une réelle concertation sociale pour construire une transition qui soit juste socialement », justifie la patronne de la FGTB. Et celle-ci de conclure par un commentaire acerbe à l'égard du président du MR : « Certains rêvent de bataille de Waterloo. Mais gouverner, c'est, je pense, avoir une petite idée d'un projet d'avenir, du bien commun. On ne nous propose que des lignes budgétaires depuis deux ans, des flexijobs, moins de pensions et moins de salaires. Comment voulez-vous adhérer à cela ? »

La Fédération Wallonie-Bruxelles atteint pour la première fois la moyenne des pays de l'OCDE aux épreuves Pisa. Pas parce qu'elle progresse, mais parce qu'elle régresse moins que d'autres systèmes éducatifs.

ERIC BURGRAFF
CHARLOTTE HUTIN

Pprès de 800.000 élèves, 91 pays et un constat qui s'impose : les performances scolaires continuent de reculer dans le monde. Dans ce paysage en berne, le système éducatif de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) se montre plutôt résilient et réduit même les inégalités scolaires. Tels sont les deux grands constats de l'édition 2025 de Pisa, le Programme international pour le suivi des acquis des élèves. Pour la première fois, les élèves de la FWB se situent dans la moyenne des pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) dans les trois domaines évalués. « Leurs performances sont à la hauteur de la moyenne internationale en sciences, en mathématiques et en lecture », notent l'équipe de l'ULiège qui analyse les résultats pour la Communauté française. Pas de quoi se réjouir pour autant. Si les élèves belges francophones ne décrochent plus par rapport à la moyenne internationale, c'est surtout parce que celle-ci s'est fortement dégradée.

« Stabilité remarquable »
Cette édition Pisa 2025 accordait un

Pisa : la FWB rejoint la moyenne de l'OCDE, sans progresser

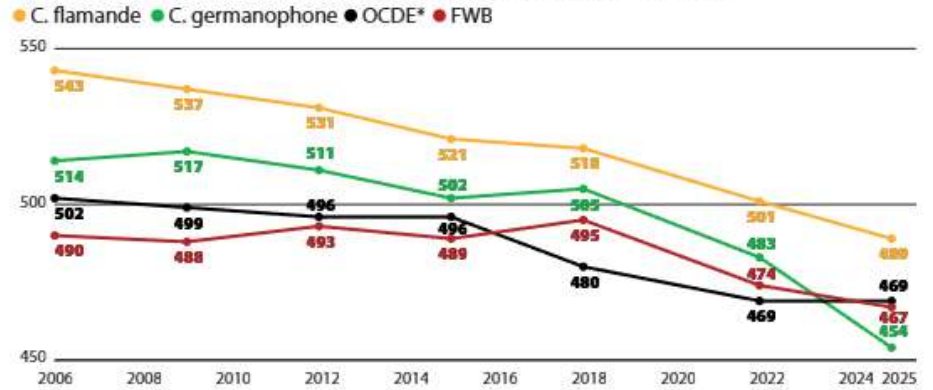


pas nous satisfaire d'être les "moins mauvais" », a-t-elle indiqué. Les facteurs susceptibles d'expliquer la baisse des notes en mathématiques et en lectures ne sont pas propres à la Communauté française. Il y a bien sûr la pandémie de coronavirus et la fermeture des écoles, mais aussi des éléments qui tiennent davantage à l'évolution des élèves et aux problématiques scolaires. L'absentéisme a ainsi augmenté entre 2022 et 2025. Dans un questionnaire qui leur était adressé, les élèves francophones rapportent par ailleurs une dégradation du climat de classe et du respect de la discipline. Ils se disent moins persévérants, moins investis et plus enclins à se décourager. Ils rapportent également un moindre soutien de leurs parents

nautés du pays. Les élèves issus de l'immigration ou qui ne parlent pas le français à la maison y sont également plus nombreux. Les résultats de Pisa 2025 montrent toutefois une éclaircie. Pendant longtemps, la FWB a figuré parmi les trois, voire les cinq systèmes scolaires les plus inégalitaires. Depuis 2015, les écarts de performances entre élèves favorisés et défavorisés ont diminué d'un quart, tandis que ceux entre élèves natifs et issus de l'immigration se sont réduits de moitié. Dans les deux cas, l'écart se réduit surtout grâce aux meilleures performances des plus faibles. Ce sont surtout les élèves les plus vulnérables qui ont amélioré leurs résultats, alors que les plus favorisés ont peu progressé ou légèrement reculé. Les performances les plus faibles restent, elles, concentrées chez les élèves en retard scolaire et ceux orientés précocement vers le technique ou le professionnel. Un constat auquel le tronc commun, appelé à se prolonger jusqu'en troisième secondaire dans le cadre du Pacte d'excellence, entend précisément s'attaquer.

Pour la première fois, les élèves de la FWB se situent dans la moyenne dans les trois domaines évalués. © BELGA.

Les tendances en mathématiques depuis 2006



focus particulier au domaine scientifique. C'est dans cette discipline que la FWB se distingue par une « stabilité remarquable sur les 20 dernières années », analyse l'équipe dirigée par Ariane Baye, docteure en sciences de l'Éducation. Contrairement à la Flandre, l'Allemagne et les Pays-Bas, la FWB ne perd pas de points entre 2022 et 2025. Elle obtient un score moyen de 482 points, contre 479 en 2022 et 485 en 2018. Un résultat comparable à la moyenne des 23 pays historiques de l'OCDE (486) ainsi qu'à ceux de la France et de l'Allemagne.

En mathématiques et en lecture, le décrochage des élèves francophones est similaire à celui observé au niveau de l'OCDE depuis 2015. Le score en math atteint toutefois à peine 467 points, contre 474 en 2022 et 495 en 2018. Dans le même temps, la moyenne des pays historiques de l'OCDE a chuté à 469 points. En lecture, domaine dans lequel les élèves francophones se situaient historiquement bas, le score s'établit à 466 points, contre 474 en 2022 et 481 en 2018. La FWB égalise ainsi la moyenne de l'OCDE.

Par rapport aux pays voisins, qui combinent un taux élevé de redoublement et la séparation précoce des élèves au sein de différentes filières, la FWB est le système éducatif « qui résiste le mieux en sciences et en lecture, et le second plus résilient en math, malgré une baisse importante », résumant les chercheurs de l'ULiège.

Pour la ministre francophone de l'Éducation, Valérie Glatigny (MR), ces données sont pourtant loin d'être réjouissantes. « Ne cachons pas la poussière sous le tapis : ce ne sont pas de bons résultats. Certes, nous baissons moins vite que d'autres systèmes éducatifs, mais je refuse que l'on définisse le progrès par le bas. Nous ne pouvons

pour les activités scolaires : les statistiques montrent un appui familial parmi les plus défavorables des pays de l'OCDE.

Si le soutien perçu des enseignants reste stable, il est lui aussi parmi les plus faibles de l'OCDE. Pour l'équipe de l'ULiège, ces facteurs pris isolément n'expliquent qu'une très faible part des écarts de performances. « Les tendances observées en FWB sont compatibles avec l'hypothèse de l'OCDE d'un effet cumulé de multiples changements, scolaires, individuels et sociétaux. »

Un écart réduit avec la Flandre

Si pendant longtemps, les résultats Pisa ont mis en évidence un écart important entre les élèves francophones et ceux de la Communauté flamande, celui-ci s'est considérablement réduit au fil des années. Encore une fois, cette évolution s'explique davantage par le recul de la Flandre que par la progression de la FWB. Ainsi, entre 2006 et 2025, les élèves flamands ont perdu 55 points en lecture, les germanophones 48 points et les francophones seulement 6 points.

Le sud du pays reste pourtant confronté à une fragilité majeure : un système éducatif où le redoublement demeure beaucoup plus fréquent qu'ailleurs. En 2025, 35 % des élèves de 15 ans déclarent avoir redoublé au moins une fois, contre 8,4 % en moyenne dans l'OCDE, 19,4 % en Flandre. La proportion a certes diminué depuis 2015, où elle atteignait 46 %, mais la FWB reste le système de l'OCDE où le redoublement est le plus répandu.

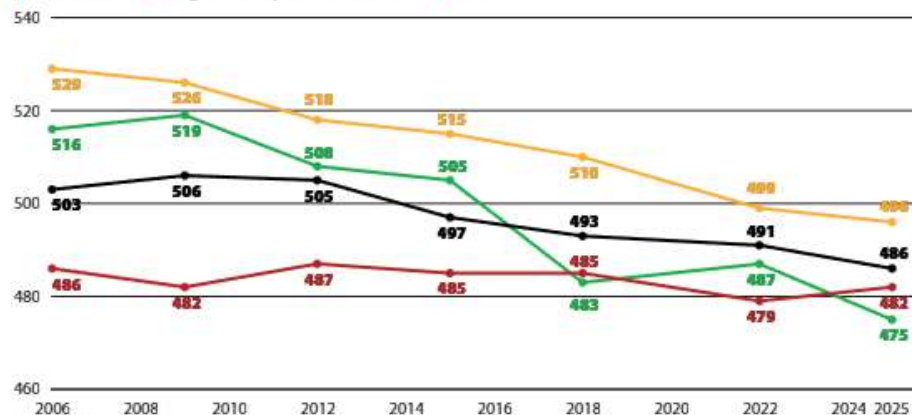
La FWB présente, en outre, un contexte socio-économique et culturel plus défavorable que celui de la moyenne de l'OCDE. Plus défavorable aussi que dans les deux autres commu-

Source : Pisa

*Il s'agit de la moyenne de 23 pays « historiques » de l'OCDE.

Les tendances en sciences depuis 2006

● C. flamande ● C. germanophone ● OCDE* ● FWB

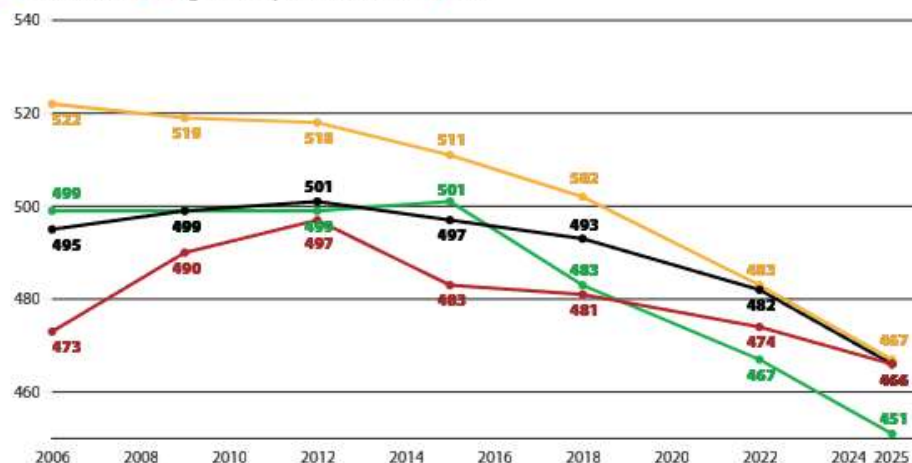


Source : Pisa

*Il s'agit de la moyenne de 23 pays « historiques » de l'OCDE.

Les tendances en lecture depuis 2006

● C. flamande ● C. germanophone ● OCDE* ● FWB



Source : Pisa

*Il s'agit de la moyenne de 23 pays « historiques » de l'OCDE.

international Une baisse historique des performances scolaires

E.B. ET C.H.N

S idération. Le mot n'est pas trop fort pour qualifier la chute généralisée des résultats Pisa dans le monde. Après une décennie de relative stabilité, les données ont commencé à baisser en 2015 pour afficher en 2025 une descente aux enfers. En fait, depuis le dernier épisode, la moyenne des 23 pays historiques participant à Pisa a baissé de 5 points en sciences (de 491 à 486), de 11 points en mathématiques (de 480 à 469) et de 16 points en lecture (de 482 à 466). L'OCDE constate d'ailleurs officiellement que « les résultats obtenus lors de ce cycle Pisa sont les plus faibles dans toutes les matières, se situant en dessous des moyennes de tous les cycles précédents ».

Plus de tronc commun, plus de performance

En 2022, nombre de chercheurs avaient attribué la baisse aux conséquences du covid avec l'espoir d'une remontée rapide. Pourtant, note Ariane Baye, professeure de pédagogie à l'ULiège et responsable du programme Pisa pour la Belgique francophone, « on doit bien constater que, visiblement, on n'a pas récupéré le mouvement, on est face à une chute massive

et uniforme qui a sidéré la communauté scientifique ».

Pour la chercheuse liégeoise, on peut trouver une explication dans les formes de systèmes éducatifs. Passons les détails pour retenir que les systèmes qui privilégient un tronc commun long, un faible redoublement et une gestion des différences via des cours d'exigences variables ont plutôt mieux résisté. Il s'agit des pays anglo-saxons comme le Royaume Uni, le Canada, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ces pays-là diminuent moins que les autres, tout en étant les plus performants.

Au-delà du système éducatif, il y a toute une série de facteurs qui s'entrecroisent dans « un contexte post-pandémique dont il est difficile d'évaluer l'ampleur à long terme ». Par exemple ? Des facteurs liés au comportement des élèves : difficultés accrues face aux textes longs et aux tâches complexes, des réponses plus rapides, mais moins précises, une baisse de l'attention, une baisse déclarée de l'effort et de la persévérance, etc. Aussi des facteurs liés à la classe : le climat scolaire et la difficulté à imposer une discipline réduisent le temps et les conditions favorables aux apprentissages. On note encore des éléments propres à l'organisa-

tion : les classes, désormais plus hétérogènes, nécessitent davantage de différenciations et d'accompagnement. Enfin, sur la base du déclaratif des élèves, on pointe un recul de la lecture plaisir, le développement de pratiques numériques plus fragmentées, une hausse de l'absentéisme et une moindre implication familiale dans le soutien scolaire.

Transformations sociétales

L'ULiège contextualise : « Individuellement, ces facteurs ne sont que très faiblement liés aux performances des élèves... Comme le souligne l'OCDE, le déclin observé à long terme ne peut être attribué à une cause unique. Il résulterait plutôt de la combinaison de multiples évolutions, souvent de faible ampleur, prises isolément, mais dont les effets cumulés finissent par produire un impact substantiel sur les performances des élèves. Certaines de ces tendances peuvent être appréhendées à travers les données recueillies dans le cadre de l'enquête Pisa, notamment celles relatives aux caractéristiques des élèves, à leur vécu scolaire ou au climat d'apprentissage. D'autres en revanche, relèvent de transformations plus larges des contextes éducatifs, sociaux ou sociétaux. »



On est face à une chute massive et uniforme qui a sidéré la communauté scientifique

Ariane Baye
Professeure de pédagogie à l'ULiège et responsable du programme Pisa pour la Belgique francophone

”

Pisa, mode d'emploi

Depuis l'an 2000, et tous les trois ans, le Programme International pour le suivi des acquis des élèves (Pisa) évalue la capacité des élèves de 15 ans à mobiliser leurs connaissances et leurs compétences, plutôt qu'à restituer des savoirs. Cette enquête permet de comparer les performances de 91 systèmes éducatifs, dont 38 pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). La Fédération Wallonie-Bruxelles en fait partie. D'une édition à l'autre, la comparabilité est assurée par la présence de questions identiques dans chaque discipline. Trois grands domaines sont évalués : les sciences, les mathématiques et la lecture. Un

score de 500 points correspond à la moyenne de référence établie lors de la création de l'évaluation. En Communauté française, les résultats de Pisa 2025 reposent sur un échantillon représentatif de 2.819 élèves issus de 98 établissements secondaires. Pour cette édition, ce sont les jeunes nés en 2009 qui ont été sondés, quelle que soit leur année d'étude. La plupart étaient en cinquième primaire au moment de la crise sanitaire. Ils n'ont pas bénéficié des nouveaux référentiels du tronc commun. Alors que le cycle entre deux éditions passe de trois à quatre ans, la prochaine enquête Pisa sera menée en 2029.

E.B. ET C.H.N

La Libre BELGIQUE

Pisa 2025 : l'enseignement francophone recule encore, mais moins vite qu'ailleurs

■ Les résultats indiquent une baisse généralisée en sciences, mathématiques et lecture dans les pays membres de l'OCDE. La Fédération Wallonie-Bruxelles n'y fait pas exception.

Tous les trois ans, les résultats de l'enquête Pisa sont très attendus. L'étude de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) évalue les performances des élèves de 15 ans. Lors de cette édition 2025, 787 000 élèves issus de 91 pays – dont 38 membres de l'OCDE – ont ainsi composé l'échantillon. Comme chaque année, l'enquête Pisa se penche sur les compétences en sciences (le domaine principal cette année), en lecture et en mathématiques.

Une chute généralisée

Cette édition 2025 de l'enquête Pisa est incontestablement marquée par une baisse généralisée des résultats moyens dans l'OCDE. En lecture et en mathématiques, des diminutions très importantes sont observées au niveau international depuis le cycle 2022.

Les résultats sont même les plus faibles jamais enregistrés. Dans tous nos "pays voisins" (à savoir le Royaume-Uni, les Communautés flamande et germanophone, l'Allemagne, les Pays-Bas, la France et le Luxembourg, comme prévu dans le Code de l'enseignement, Ndlr), on observe une baisse très importante dans les trois matières (mathématiques, lecture et sciences), surtout en Flandre et aux Pays-Bas. En mathématiques, la forte baisse existe

depuis le cycle du Covid, en 2022, et se poursuit en 2025. En lecture et sciences, l'érosion serait antérieure au Covid.

Entre baisse et résilience

La Fédération Wallonie-Bruxelles n'échappe pas à la règle, même si ses performances rattrapent celles de la moyenne internationale de l'OCDE, en baisse dans les trois domaines. L'écart se réduit. En sciences, la FWB est même considérée comme le système éducatif qui résiste le mieux. Son score est identique à celui de la moyenne des pays de l'OCDE, ainsi qu'à la France et à la Communauté germanophone. Les meilleures performances sont attribuées aux élèves des pays asiatiques et anglo-saxons.

L'enquête Pisa met en lumière la stabilité des élèves de la FWB en sciences sur les 20 dernières années dans un contexte pourtant marqué par une baisse importante des performances dans la majorité des pays de l'OCDE. En comparaison avec ses "pays voisins", la FWB fait partie des systèmes où l'on n'observe pas de diminution, contrairement à l'Allemagne, la Flandre et les Pays-Bas. En mathématiques – malgré une baisse importante – la FWB est considérée comme le deuxième système éducatif le plus résilient. Elle se situe très légè-

rement au-dessus de la moyenne de l'OCDE, mais largement en dessous de la Communauté flamande. L'on remarque une diminution très importante en Flandre, aux Pays-Bas et en France, comme en FWB. Mais celle-ci fait toutefois partie des systèmes éducatifs qui diminuent le moins.

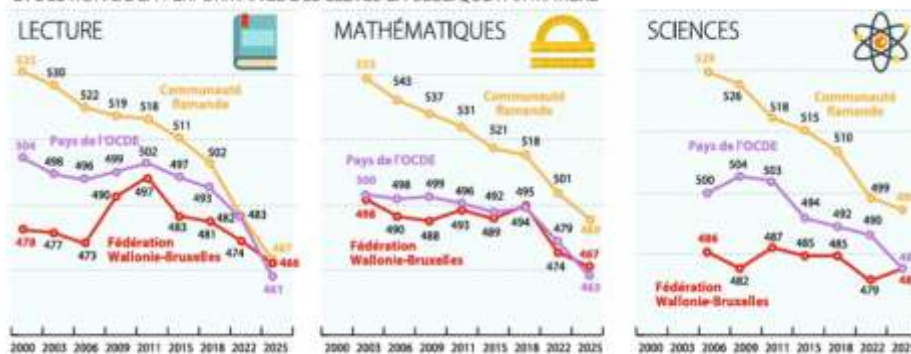
En lecture, la performance de la FWB est légèrement supérieure à celle de l'OCDE et quasiment identique à celle de la Communauté flamande. Dans cette matière, la FWB est le système éducatif qui diminue le moins parmi les "pays voisins", alors que l'on enregistre des baisses conséquentes en Flandre et aux Pays-Bas.

Une meilleure équité

La FWB marque aussi des points en termes d'équité dans son système éducatif. "Alors qu'il était régulièrement pointé comme l'un des plus inéquitables, le système éducatif de la FWB s'améliore significativement sur cette dimension: le statut socioculturel et davantage encore le statut migratoire des élèves, déterminent moins leurs résultats que par le passé", souligne le service d'analyse des systèmes et des pratiques d'enseignement de l'ULiège, responsable de l'implémentation et de l'analyse de l'enquête Pisa en FWB.

C. Vda.

ÉVOLUTION DE LA PERFORMANCE DES ÉLÈVES EN BELGIQUE PAR MATIÈRE



“On n’arrive à mener que 65 % de nos élèves en quatrième, quand d’autres pays en amènent 95 à 99 %”

Entretien Caroline Vandenabeele

Selon les résultats de l’enquête Pisa 2025, la Fédération Wallonie-Bruxelles suit la tendance à la baisse généralisée, mais parvient tout de même à rattraper la moyenne de l’OCDE grâce à une chute moins importante. Sophie Bricteux, chercheuse au service d’analyse des Systèmes et Pratiques d’enseignement (aSPe) de l’ULiège et sa collègue Valérie Quittre, également coordinatrice de l’enquête PISA en FWB, livrent des éléments d’analyse.

Cette chute moins marquée des performances de la FWB est-elle le résultat timide des premiers effets des réformes ?

Il est encore un peu tôt pour pouvoir affirmer que l’évolution est le résultat des réformes et l’on ne peut pas tirer de conclusion définitive. On peut néanmoins émettre l’hypothèse que s’il n’y avait pas eu de réformes telles que celles engagées depuis 2015 environ, nous aurions possiblement baissé plus que ce n’est le cas aujourd’hui.

Les élèves qui ont été testés pour Pisa 2025 n’ont pas été formés avec les nouveaux référentiels du Pacte. Par contre, leurs écoles sont déjà entrées dans une dynamique de réforme avec les plans de pilotage et toute une série de contrats d’objectifs qui ont peut-être fait en sorte que l’on s’intéresse aux groupes les plus vulnérables.

Pourquoi le niveau des élèves francophones continue-t-il à chuter d’année en année ?

Pour répondre à cette question, on doit comprendre les raisons de la baisse internationale. Ce qu’il ressort des conclusions de l’OCDE, c’est qu’il n’existe pas d’explication définitive ni unique. On parle plutôt d’un faisceau de raisons qu’on peut re-

trouver à plusieurs niveaux : celui des élèves, des écoles, des systèmes éducatifs mais aussi de la société.

En lecture, notamment, les élèves ont plus de mal à répondre à des questions complexes et à mettre en relation différents éléments. Ils ont aussi tendance à répondre plus vite mais erronément. Une baisse d’attention et de concentration s’observe au travers du test Pisa, dans la plupart des pays. Au niveau des écoles, il y a plus d’absentéisme depuis le Covid et le phénomène perdure. Le climat disciplinaire est de plus en plus compliqué. Tout cela a tendance à grignoter le temps d’enseignement et d’apprentissage. En termes de système éducatif, on constate une augmentation de l’hétérogénéité des élèves et de leurs besoins, qui nécessite un plus grand besoin de différenciation et de prise en compte des besoins individuels des élèves dans les classes, ce qui complexifie aussi l’enseignement. Et puis, au niveau sociétal, certains changements se sont opérés en termes d’attention. Cela ne concerne pas uniquement les élèves, mais la société dans sa globalité. On peut évidemment certainement lier ce constat à l’utilisation massive des smartphones. Les parents s’investissent aussi moins dans le domaine scolaire, ils demandent moins à leurs enfants ce qu’ils ont fait de la journée.

Selon la ministre Glatigny, le test CLE (calculer, lire et écrire) en début de quatrième primaire et la hausse du seuil de réussite des épreuves externes à 60 % permettront de renforcer la qualité de l’enseignement...

La détection des faiblesses précoces est évidemment quelque chose de très important. Mais il faut pouvoir mettre en place derrière cela des moyens et des outils afin de pallier ces difficultés, tout en gardant au maximum les élèves dans leur groupe, c’est-à-dire sans faire de tri entre ceux qui peuvent conti-

nuer leur parcours et ceux qui seront recalés et augmenteront le taux de redoublement. L’idéal serait de mobiliser des moyens dans le sillage du Test CLE pour pouvoir encadrer davantage les élèves les plus vulnérables. Dans le cadre du relèvement des seuils de réussite, il faudrait plutôt voir en amont comment faire pour que davantage d’élèves puissent atteindre ces nouveaux paliers.

Quels points faibles de notre enseignement faudrait-il améliorer ?

Il faut essayer de continuer à réduire les inégalités. En sciences, le score de nos élèves de quatrième secondaire générale et de technique de transition, tout comme celui de nos élèves de quatrième favorisés socio économiquement, se rapproche des résultats moyens du Japon. L’énorme différence est que l’on a un haut taux de redoublement, alors qu’il est quasi inexistant au Japon. Chez eux, quasiment tous les élèves de 15 ans sont en quatrième. Chez nous, il n’y en a que 65 %. Notre système fait que l’on arrive à mener nos bons élèves à des hauts taux de réussite, mais que l’on n’amène que 65 % des élèves à ce niveau, quand d’autres pays en amènent 95 à 99 %. On a énormément d’élèves faibles et il faut travailler à leur soutien.

Mais toutes les réponses à aller chercher ne sont pas propres à la FWB. Il ne faut pas mettre de côté l’évolution sociétale, à l’échelle mondiale. On a des élèves de plus en plus hétérogènes, avec des familles très différentes et des comportements – notamment numériques – qui ont évolué chez les adultes comme les enfants. On ne peut pas non plus éliminer directement un effet Covid diffus, avec des repercussions à long terme.

Soutien à la presse: MR et Engagés temporisent

■ Stéphane Hazée (Écolo) considère qu'il y a pourtant "le feu au lac".

Un crédit d'impôt a été octroyé à la presse écrite depuis la fin du contrat bpost pour la distribution des journaux. Ce crédit se terminant à la fin de l'année, le gouvernement fédéral le prolongera-t-il? La décision tombera lors du conclave budgétaire. Néanmoins, mardi au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le député écolo Stéphane Hazée présentait une proposition de résolution demandant au gouvernement de la Fédération (MR-Les Engagés) d'interpeller le fédéral sur cette question essentielle pour les groupes de presse francophones – Rossel et IPM bientôt fusionnés. Rappelons que le MR et Les Engagés siègent aussi au sein du gouvernement fédéral. Pour Stéphane Hazée, le gouvernement pourrait même saisir le comité de concertation.

Le PS et le PTB, dans l'opposition comme les écologistes, ont d'emblée annoncé soutenir ce texte. La majorité MR-Les Engagés s'est montrée plus timide.

Les députés Olivier Maroy (MR) et Armelle Gysen (Les Engagés) ont, dans un premier temps, salué les constats du député écologiste sur la situation de la presse écrite et l'enjeu démocratique

Les députés Olivier Maroy (MR) et Armelle Gysen (Les Engagés) ont, dans un premier temps, salué les constats du député écologiste.

qui touche l'éventuelle disparition de la presse papier. La fin du crédit d'impôt pousserait en effet le prix des abonnements vers le haut, pour les zones plus rurales où la livraison des journaux coûte plus cher qu'à Bruxelles.

La ministre a déjà interpellé le fédéral

Néanmoins, les deux députés de la majorité ont demandé que le vote sur la résolution écologiste soit reporté. Pourquoi? Parce que, selon le député Olivier Maroy, "il n'y a pas le feu au lac et aucune décision n'a encore été prise par le gouvernement fédéral".

Surtout, a-t-il argumenté, "la ministre Jacqueline Galant (NdlR: MR et chargée des Médias) a interpellé le fédéral sur ce sujet". Ce que la ministre a confirmé dans la foulée des interventions parlementaires.

La majorité francophone considère aussi que la priorité pour le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et pour la commission des Médias réside dans les futures auditions du secteur de la presse écrite qui doivent être organisées dans les prochaines semaines à propos de la potentielle réforme du décret sur les aides à la presse.

Stéphane Hazée a repris la parole à la fin du débat pour signaler que, contrairement à ce que prétend le député Maroy, "il y a le feu au lac", puisque le fédéral s'apprête à discuter de son budget 2027. Néanmoins, il a accepté un report du vote sur son texte, qui n'a donc pas été enterré par la majorité. Pas encore.

Stéphane Tassin

Elle a littéralement déplacé une rivière pour sauver son entreprise et atteindre les dernières réserves de pierres bleues de sa carrière. C'est le pari spectaculaire qu'a fait Julie Abraham, cinquième génération à la tête de l'entreprise de la Pierre Bleue Belge, spécialisée dans le domaine.

Sur le site historique de la société, l'exploitation arrivait au bout de ses réserves de pierre. En 2017, le constat était sans appel. *"Je ne voulais pas qu'on arrête"*, explique la dirigeante. Près de dix ans après le lancement du projet, les premiers blocs de pierre bleue viennent finalement d'être atteints et extraits du site Gauthier & Wincqz, dans les environs de Soignies.

Mais pendant que le projet avançait, l'entreprise n'est pas restée les bras croisés. La société, qui emploie 150 personnes réparties sur trois sites, annonce ce mercredi une levée de fonds de 4,5 millions d'euros. Wallonie Entreprendre et l'IMBC (Invest Mons-Borinage-Centre) entrent ainsi au capital en tant qu'actionnaires minoritaires, aux côtés de la famille Abraham, qui réinvestit, elle aussi. Les trois parties ont ainsi injecté 1,5 million d'euros chacune.

"On parle toujours de réindustrialisation de la Wallonie, mais elle est industrialisée. Maintenant, il faut la soutenir", affirme la dirigeante. Et surtout, explique-t-elle, *"on croit vraiment en l'industrie locale et en l'industrie wallonne"*.

Une pierre chinoise moins chère

Malgré ces investissements, l'entreprise continue de faire face à des défis de taille. Car face à la pierre bleue wallonne, un concurrent de taille s'impose : la Chine. *"Même si nos principaux concurrents restent les autres carrières wallonnes"*, souffle la dirigeante.

Pendant des années, les pierres importées d'Asie ont gagné du terrain sur le marché belge, notamment dans les travaux d'aménagement urbain. Leur principal avantage est évident : leur prix. *"Cette pierre est arrivée à un moment où l'on faisait beaucoup de travaux de rénovation urbaine. Il fallait faire des bordures, des produits vieilliss. Mais désormais, cela a perdu de son charme"*, explique la CEO.

La pierre bleue wallonne se défend bien face à la concurrence chinoise

■ Pierre Bleue Belge lève 4,5 millions pour financer le développement de l'entreprise.



Julie Abraham, CEO de Pierre Bleue Belge, sur le site de Soignies.

"Les produits chinois sont toujours moins chers que les produits belges", reconnaît Julie Abraham. Des différences de prix qui s'expliquent par plusieurs facteurs, notamment le coût de la main-d'œuvre, les volumes de production, les différentes normes environnementales, mais aussi, évidemment, la qualité. La dirigeante refuse donc de considérer les deux pierres comme des produits équivalents. *"Ce n'est pas le même produit, ce n'est pas la même pierre"*, insiste-t-elle. En Belgique, il y a plusieurs projets qu'on a dû démonter parce que la pierre n'était pas de qualité suffisante", continue Julie Abraham. La dirigeante cite notamment le cas de la pierre installée aux abords de la gare Centrale de Bruxelles : *"Ils avaient collé de la pierre belge sur de la pierre chinoise."*

"Il n'y a pas ce coût écologique"

Pour Julie Abraham, l'impact environnemental du transport constitue également un argument en faveur de la pierre bleue belge. *"Nos produits ne nécessitent presque pas de transport. Il n'y a pas ce coût écologique du transport, qui est quand même très important pour les produits asiatiques"*, souligne-t-elle. De plus, les coûts de transport du marché asiatique peuvent fortement fluctuer en fonction du contexte et compliquer davantage

les calculs des entrepreneurs belges.

L'entreprise cherche par ailleurs à réduire son empreinte environnementale en travaillant notamment sur sa consommation d'électricité et de carburant. *"Nous travaillons avec les Conventions Carbone, pour essayer de voir comment on peut limiter le plus possible notre impact sur l'environnement. On essaie d'acheter local et notre emploi est très local"*, réaffirme Julie Abraham.

Des projets ralentis par Trump ?

Si l'entreprise familiale exporte principalement vers la France et les Pays-Bas, le contexte économique et géopolitique mondial reste incertain. La politique commerciale de Donald Trump n'a toutefois pas provoqué de bouleversement majeur pour l'entreprise familiale.

"On a été impactés parce qu'on avait quelques projets qui auraient pu se faire aux États-Unis et qui ont été mis à l'arrêt le temps de voir comment la situation allait évoluer. Souvent, dans notre métier, quand on dit qu'on se met à l'arrêt le temps de voir, c'est la fin d'un projet", explique Julie Abraham.

Face à cette incertitude, l'entreprise dispose néanmoins d'un énorme avantage. *"Notre exploitation n'est pas délocalisable"*, conclut Julie Abraham.

Juliette Vandestraete

"On avait quelques projets qui auraient pu se faire aux États-Unis et qui ont été mis à l'arrêt le temps de voir comment la situation allait évoluer."

Julie Abraham
CEO de Pierre Bleue Belge

